

Table ronde :
Acteurs et observateurs de la commémoration
175/25 en 2005

Interventions et débat transcrits et édités
par É. BOUSMAR et N. TOUSIGNANT

Le lecteur trouvera ici les interventions et les discussions de la table ronde organisée aux Facultés universitaires Saint-Louis dans l'après-midi du 10 novembre 2006. Plusieurs témoignages revêtent une importance de premier ordre pour la compréhension de la commémoration de 2005. Ils se rejoignent sur plusieurs points et les divergences mêmes d'appréciation ou de perception révélées par le débat nous paraissent très significatives des enjeux à élucider.

Quatre intervenants se sont succédé.

Monsieur Olivier Alsteens est directeur général de la Communication au sein de la chancellerie du Premier ministre. En tant que haut fonctionnaire fédéral, il a été en charge de la conception et de l'organisation du programme 175/25. Le témoignage qu'il nous livre sur la genèse et la conception du jubilé est extrêmement précieux.

Monsieur Bernard Balteau, journaliste et producteur à la Radio-télévision belge francophone (RTBF), est licencié en communication sociale et bachelier en philosophie (Université catholique de Louvain). Après avoir travaillé dans la presse écrite, il rejoint la RTBF où il va collaborer aux émissions *Jours de guerre*, puis diriger la série *Les années belges*. Auteur d'un livre d'entretiens avec W. Ugeux, il réfléchit aux implications de son métier et participa notamment comme *commissioning editor* au World Congress of History Producers 2006

(Londres, 16-19 novembre 2006)¹. Il a accepté de présenter les circonstances de production et les particularités d'une émission de vulgarisation historique en 7 épisodes, intitulée *Moi, Belgique* et diffusée par la RTBF à l'occasion du 175/25².

Deux journalistes, l'un francophone et l'autre flamand, ont ensuite été sollicités pour livrer leurs impressions d'observateurs privilégiés, tant sur la commémoration 175/25 et ses enjeux, en tant que telle, que sur le traitement qu'en ont donné les médias.

Monsieur Christian Laporte, longtemps journaliste au *Soir*, l'est à présent à *La Libre Belgique* : il est ainsi passé par les deux quotidiens belges francophones de référence. Licencié en sociologie, et par ailleurs ancien étudiant des Facultés universitaires Saint-Louis, journaliste politique, auteur de plusieurs ouvrages, il est attentif au dialogue entre communautés et à l'évolution du pays³.

Monsieur Marc Reynebeau, quant à lui, est historien, diplômé de l'université de Gand, et journaliste. Longtemps attaché à l'hebdomadaire *Knack*, il travaille actuellement pour le quotidien *De Standaard*. Membre de l'Association belge d'histoire contemporaine, il est l'auteur de plusieurs ouvrages en néerlandais, portant notamment sur l'histoire et l'identité belge et flamande, dont le dernier, également traduit en français, est sorti lors de l'année jubilaire⁴. Il s'interroge

¹ B. BALTEAU, *William Ugeux, un témoin du siècle. Entretiens avec Bernard Balteau*, préf. d'A. MOLITOR, Bruxelles, Racine, 1997 ; ID. et M. DUMOULIN, *Colonisation belge : historiographie et mémoire audiovisuelle*, dans *Revue nouvelle*, 119, 2005, p. 70-80.

² B. BALTEAU et I. CHRISTIAENS (prod.), *Moi, Belgique par Annie Cordy*, 7 épisodes, Bruxelles, RTBF Editions, 2006, un coffret de 3 DVD (durée de 6 h 10 min).

³ Ch. LAPORTE, *L'affaire de Louvain, 1960-1968*, Bruxelles, 1999 (coll. « Pol-His ») ; ID., art. *Walen buiten (1960-1968)*, dans *Encyclopédie du Mouvement wallon*, t. III, Charleroi, 2001, p. 1613-1619 ; ID., *Albert II. Premier roi fédéral*, Bruxelles, Racine, 2003 ; ID., *La presse flamande et la Belgique francophone*, dans *Septentrion. Arts, lettres et culture de Flandre et des Pays-Bas*, 36^e a., 2007, 1^{er} trim., p. 14-19. Cf. aussi N. FARKH, P. LAGROU, Ch. LAPORTE e.a., *Paroles de mémoires – Paroles d'histoire. Démocratie ou barbarie*, Bruxelles, Racine, 2006 ; Pierre-Yves MONETTE, *Belgique où vas-tu ?*, entretiens avec Christian LAPORTE, Wavre, Mardaga, 2007.

⁴ M. REYNEBEAU, *Het klauwen van de leeuw: de Vlaamse identiteit van de 12de tot de 21ste eeuw*, Louvain, 1995 ; ID., *De droom van Vlaanderen of het toeval van de geschiedenis*, Anvers, Manteau, 2002 ; ID., *De geschiedenis van België in*

également sur l'interface entre connaissance historique et attentes du public⁵. Son double regard d'homme de médias et d'historien en fait donc un interlocuteur privilégié.

Les orateurs du matin participaient également aux discussions⁶. La participation d'un représentant des organisateurs privés de l'exposition à teneur historique *Made in Belgium* était prévue : malheureusement, cet interlocuteur a dû se désister en dernière minute. Un représentant du cabinet du ministre-président du gouvernement flamand a dû lui aussi se désister pour des raisons d'agenda. Enfin, la table ronde était animée par Jean-Pierre NANDRIN, historien, doyen de la Faculté de philosophie, lettres et sciences humaines des Facultés universitaires Saint-Louis. Les interventions éditoriales ont été volontairement limitées, afin de conserver au texte la spontanéité du ton des débats.

E. B. et N. T.

*
* *

woord en beeld, Tielt, Lannoo, 2005 ; trad. franç. : *L'histoire de Belgique en mots et en images*, Bruxelles, Racine, 2005. Depuis, voir encore ID., *Een land in blesuretijd. De Belgische identiteit na 175 jaar geschiedenis*, dans ID., *Het nut van het verleden*, Tielt, 2007, p. 174-191.

⁵ M. REYNEBEAU, *Het water is te diep. De media als brug over de kloof tussen geschiedenis en openbaarheid*, dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, 25, 1992, p. 199-211, repris et actualisé dans ID., *Het nut van het verleden*, Tielt, 2007, p. 81-100 [le sous-titre devient: *Geschiedenis tussen wetenschap en openbaarheid*].

⁶ Voir leurs contributions dans ce volume, *supra*. Marnix Beyen et Jeroen Janssens n'ont pas pu assister à la table ronde.

La commémoration 175/25 : un programme officiel, piloté par les autorités fédérales, régionales et communautaires

Intervention de Olivier ALSTEENS

D'abord, je dois vous avouer que je suis dans une position un peu curieuse en tant qu'ancien organisateur des festivités du 175/25. C'est la première fois que je me sens un petit peu dans la peau d'un rat de laboratoire, où quelque chose qu'on a réalisé est maintenant soumis au scalpel des historiens. Je n'ai pas pu assister à toute la matinée. Cependant, ce que j'en ai entendu était à la fois intéressant et procurait une curieuse impression : voir un projet que j'ai mis sur pied et réalisé être par la suite décortiqué, interprété, analysé. Personnellement, je trouve ça très intéressant comme analyse.

Je voudrais partir d'un élément qui a été mis sur la table ce matin : fallait-il du courage pour réaliser le programme du 175/25, en 2005 ? Le mot courage, je l'ai noté, je l'ai encadré tout de suite. Je crois que, plus que du courage, il fallait de l'audace. Il fallait avoir cet élément de dire « oui, nous allons faire quelque chose », et puis de sortir en fait du canevas habituel, parce qu'on était dans un climat, fin 2004-début 2005, qui était très tendu sur le plan communautaire. Il y avait une foule de tensions, notamment sur Bruxelles-Hal-Vilvorde ; il y avait beaucoup de tension politique sur la sécurité sociale, sur le chômage, etc. Malgré tout, il y a eu une volonté politique, essentiellement portée par le Premier ministre, de se dire « on va faire quelque chose, et l'on va faire quelque chose qui soit populaire, qui permette aux gens de se rencontrer, qui soit festif, qui soit tourné vers l'avenir ». Quand vous regardiez la note qu'on a réalisée sur la philosophie du projet, la première ligne est : « Les commémorations du 175/25 sont résolument tournées vers l'avenir, vers la jeunesse, la rencontre et la convivialité. » La première phrase du paragraphe suivant est, je crois, essentielle aussi dans la réussite du projet, c'est : « *Il ne s'agit donc pas d'une approche nostalgique.* » Quand le Premier ministre m'a confié la mission de penser un concept pour le 175/25, puis de le mettre en œuvre – ça s'est produit le 21 juillet 2003 pendant les fêtes, en fait, des dix ans de règne –, il savait aussi que j'étais un Belge décomplexé. C'est-à-dire que j'étais bien dans notre fédéralisme, que je n'avais aucune

nostalgie d'une Belgique unitaire d'avant les lois linguistiques, – et pourtant Dieu sait s'il faut remonter loin pour trouver les premières lois linguistiques dans notre pays –, donc que j'étais clairement de mon temps et assumais cela.

Donc les nostalgiques... on a eu pas mal de critiques d'ailleurs dans l'élaboration du programme, de certains que je qualifierais aujourd'hui de « Belgicains » qui regrettaient que la présence royale et la monarchie ne soient pas mieux mises en évidence, une espèce de retour à un nationalisme, à une patrie-Belgique pour reprendre votre expression de tout à l'heure. Le mot patrie n'apparaît nulle part dans nos documents. Je crois que ça c'était aussi clairement voulu. Il me fallait, dans l'exercice qui m'avait été confié, composer avec les réalités de notre temps à savoir les Communautés, les Régions, savoir aussi que le programme était prêt fin janvier 2004, donc six mois après que la mission m'a été confiée, mais qu'on se trouvait au début d'une campagne électorale côté flamand. Il ne servait à rien d'essayer de conclure des accords de coopération à ce moment-là sur une thématique comme celle-ci. Nous savions très bien qu'il fallait le présenter, ce qui a été fait au mois d'avril [2004], aux différentes Communautés et Régions, il fallait une décision du gouvernement fédéral pour que je puisse au moins avancer un petit peu, avec au moins un budget de base, mais qu'ensuite ce serait après les élections flamandes que nous pourrions avancer et conclure des accords. Après les élections flamandes, il a encore fallu six mois pour y arriver puisque l'accord de coopération a été signé le 5 décembre 2004, soit un mois avant le début de 2005, année du 175/25. C'est aussi quelque chose de « très belge » le manque de délais, le manque de temps de préparation pour pouvoir arriver à un programme qui soit sans doute réalisable avec moins de stress, avec moins de précipitation et qui permette un succès égal de toutes les manifestations.

Ce que je retiens de cette année-là, c'est l'exemple de l'élection du « *plus grand Belge* », cette émission qui a été menée par la VRT et la RTBF, exemple précédemment cité. D'abord, cela me permet de souligner l'apport des médias, de façon globale au programme 175/25, non pas par un encensement de ce que nous avons mis sur la table, mais par tout le travail de recherche et d'examen des modalités du fonctionnement de notre État hier et aujourd'hui. Je me souviens d'une série spéciale, en 2004, je crois, avec des livres qui ont été ven-

du sur l'histoire de Belgique. Je me souviens d'articles de fond dans différents médias aussi bien flamands que francophones. Je me souviens de programmes de qualité en termes d'histoire, de couverture aussi des expositions qui ont été organisées, que ce soit à Tervuren, aux Archives de l'État, ou aux Musées des Beaux-Arts, où il y a vraiment eu une qualité de travail journalistique de couverture des différents aspects du 2005. Pour revenir à l'émission *Le plus grand Belge*⁷, ce sont effectivement deux programmes qui ont été faits séparément au nord et au sud, mais le tiercé est le même, même s'il est dans le désordre⁸. Je crois que c'est un élément intéressant. Faut-il y voir une connotation politique ? Ce sont quand même les gens qui ont choisi, les gens qui ont pu intervenir disons à 85%, 90% dans l'élaboration de ce programme. Il est intéressant de voir que dans notre société, au nord et au sud, on a le même tiercé de tête. Ensuite, c'est très différent : de la quatrième place à la dixième, on a vraiment des connotations très différentes. Mais les trois premières positions, dans le désordre, sont les mêmes. C'est un élément qu'il est intéressant de ne pas oublier.

Le deuxième élément que je voulais souligner, c'est au niveau du politique. Mon travail a été pendant dix-huit mois en plus de l'année 2005, d'arriver à dépassionnaliser les débats. Pour atteindre cet objectif, nous avons mis au point une structure de fonctionnement où tous les niveaux de pouvoir étaient associés de façon permanente et très claire. Au secrétariat exécutif, il y avait des gens de ma direction générale, il y avait deux experts extérieurs que nous avons engagés pour l'année, notamment pour tous les aspects audio-visuels, et il y avait un représentant de chacun des niveaux de pouvoir qui était détaché au secrétariat. Cela permettait une circulation de l'information tout à fait permanente et je crois que ça, cela été une des clés du succès. Il y avait un fonctionnaire flamand, un fonctionnaire de la Communauté

⁷ Voir à ce propos notamment le commentaire de l'historien néerlandais Kees RIBBENS, *Diversité, identité et indétermination: l'histoire dans la société d'aujourd'hui* [Belgique et Pays-Bas], trad. du néerl., dans *Septentrion*, 35^e a., 2006, 4^e trim., p. 26-33, ici p. 27-30.

⁸ Les personnalités arrivant en tête de classement étaient le Père Damien, missionnaire auprès des lépreux, le champion cycliste Eddy Merckx et le chanteur Jacques Brel.

française, un fonctionnaire wallon; le fonctionnaire bruxellois et le fonctionnaire germanophone ne sont jamais venus, mais ils étaient prévus. Ensuite, dans le comité exécutif qui était l'instance de décision, il y avait la représentation des différentes instances qui était également importante. Par exemple, pour la Région flamande, il y avait le représentant du ministre-président flamand, du ministre de l'Enseignement, puisqu'il y avait des programmes spécifiques vers les jeunes au mois de juin, et ainsi de suite. Dans les faits, toutes les familles politiques se trouvaient représentées: c'était la stratégie, stratégie de l'équilibre. Une anecdote: j'ai été malade, une bronchite. J'ai été absent deux jours. Il y a eu une réunion du comité exécutif où je n'étais pas: j'ai perdu trois semaines, parce qu'il m'a fallu vraiment aller retrouver quelqu'un. Ce que j'en retiens, c'est qu'il y avait aussi un lien de confiance qui s'est établi entre les différents niveaux de pouvoir et ma personne comme coordinateur. Cela n'apparaît nullement dans les PV et cela apparaît uniquement oralement parce que je vous en témoigne, mais beaucoup de temps était consacré dans un travail d'«évangélisation» (on est aux Facultés Saint-Louis, donc on peut se permettre ce mot-là) où, avant chaque réunion du comité exécutif je passais au moins deux heures avec le représentant de Monsieur Leterme⁹, au moins deux heures avec la représentante de Madame Arena¹⁰, au moins deux heures avec la représentante de Monsieur Van Cauwenberghe¹¹. Etant moi-même le représentant du gouvernement fédéral, là, je passais beaucoup de temps avec moi-même et je ne devais pas trop me convaincre. C'était tout un travail, vraiment, d'expliquer «voilà, comment vous pouvez vous retrouver».

Comme le rappelait Chantal Kesteloot¹², durant les discussions du budget, la Communauté flamande avait attaché beaucoup d'importance au fait qu'il y ait 75% du budget qui ait des retombées directes en Flandre ou à Bruxelles. Premièrement, c'est déjà bien que 25%

⁹ Yves Leterme, ministre-président du gouvernement flamand.

¹⁰ Marie Arena, ministre-présidente du gouvernement de la Communauté française Wallonie-Bruxelles.

¹¹ Jean-Claude Van Cauwenberghe, ministre-président du gouvernement de la Région wallonne.

¹² Dans les discussions du matin, voir *supra*.

puissent avoir des retombées ailleurs : ce n'était pas évident et pas gagné d'avance. Deuxièmement, sur le budget de 1 123 000 et quelques euros que la Communauté flamande a mis, la Communauté flamande s'est réservé un droit de tirage direct de 100 000 €, c'est-à-dire que cette somme soit directement affectée par le gouvernement flamand à des projets qui soient exclusivement en Flandre. Cela faisait partie de l'accord. Il s'agissait essentiellement de projets très locaux, de commémorations, de festivités : il y eut une fête étudiante qui est intervenue dans le 175/25 à Hasselt où en fait, par le budget du 175/25, on a organisé, avec des drapeaux 175/25 dans tous les sens, une soirée pour les étudiants en fin de blocus. Donc, c'étaient des choses très locales, très particulières, qui se sont retrouvées dans le programme. Troisièmement, du côté wallon, il y avait le même mécanisme : 50 000 € pour la Communauté française, 50 000 € pour la Région wallonne, et là les choses se sont faites très, très différemment. Au niveau wallon, ces 50 000 € sont passés aux Fêtes de Wallonie¹³ et au niveau de la Communauté française, ces 50 000 € sont passés pour partie à la tétralogie de Wagner. Cela paraît très curieux et ça me «reste» toujours très curieux que la tétralogie de Wagner soit ainsi financée, même si j'ai trouvé des explications que j'ai avancées aux médias : cela faisait dix ans que la tétralogie de Wagner n'avait plus été montée dans son entièreté dans aucun pays européen et que c'était une valorisation importante mais, sinon c'était un peu spécial... L'autre partie est passée à un cocktail au château de Seneffe dans le cadre des festivités de la Communauté française. Donc, chacun son choix, chacun sa stratégie : du côté flamand, ça a été une répartition des moyens entre les provinces. Je ne vous ferai pas de dessin sur les équilibres qui ont été atteints grâce à cet argent-là.

Pour le reste, ce qui correspond à peu près à un million d'euros, ce sont exclusivement des projets qui ont été introduits par le secrétariat du 175/25. Je pense à *La Belgique danse*, qui est un projet qui s'est déroulé dans douze villes de notre pays, où 40 000 personnes sont venues danser au même instant en direct télévisé sur la même musique, la même chorégraphie, sur une chanson qui disait : «Ik hou van

¹³ Le troisième dimanche de septembre, ici 2005, et sur le plan local les jours qui suivent ou précèdent : cf. *supra* la contribution de Jeroen Janssens.

U, je t'aime, tu sais ». Je crois que tout le monde, et Marc [Reynebeau] que j'ai entendu ce soir-là sur les antennes de la VRT, a été un peu surpris du succès de cette opération-là. D'abord, parce que c'était un pari complètement fou. Ensuite, quelque part, là derrière, c'est peut-être l'activité qui avait le plus gros message politique, où l'on s'est retrouvé, sur l'ensemble des danseurs, avec 70% de Flamands et 30% de Wallons, un peu à l'inverse des dynamiques traditionnelles dans notre pays. Je ne vais pas en conclure que toute la population flamande est attachée à notre pays, loin de moi cette idée, mais je sais que cette activité-là et surtout son succès ont entraîné des réactions très, très vives que j'ai pris dans la figure dans les quinze jours qui ont suivi. Tellement on a été pour certains... – je dis bien : certains – Flamands plus nationalistes, cela est apparu comme un élément difficile à accepter et difficile à gérer. De notre côté, on était ravi puisque notre pari avait réussi et je crois que c'était ça qui était l'important.

Le dernier point que je voudrais aborder avant les questions, c'est malgré tout le succès populaire de la plupart des événements que nous avons organisé. De mon point de vue, et je crois que c'est partagé par mes autorités de tutelle, ça prouve qu'on a touché dans le mille dans une série de projets que nous avons faits. Il est vrai que les commémorations évoluent peut-être vers des grandes activités populaires : je crois que ce n'est pas quelque chose de neuf. Dans le travail de réflexion que nous avons mis au point pour ce programme, un élément essentiel a été d'avoir quelques activités phares importantes, très visibles, qui permettent d'attirer le regard sur le programme. Je crois que la notoriété du 175^e était présente dans notre pays en 2005, que le logo était connu, qui avait la forme d'un ticket, avec toute la symbolique en termes populaires : « J'ai un ticket pour la Belgique ». On en a joué, mais sans l'explicitement verbalement : ça faisait partie de la philosophie du projet telle qu'on nous l'a présentée. Les grandes activités populaires, les grandes activités télévisées en direct, ont permis justement d'attirer aussi le regard sur des choses plus confidentielles, plus difficiles d'accès, comme l'exposition *La Belgique visionnaire* d'Harald Szeemann. Aucune exposition d'art moderne ou contemporain n'a attiré autant de visiteurs que cette exposition-là. Je ne sais pas comment les gens en sont sortis, s'ils en sont sortis choqués, déçus, interpellés, puisque c'était une exposition qui était difficile d'accès et qui méritait vraiment un accompagnement pour comprendre le message

d'Harald Szeemann. Cela a néanmoins permis à une série de Belges d'entrer dans l'art contemporain et de rencontrer des œuvres d'artistes qui sont aujourd'hui reconnus sur le terrain international sans l'être nécessairement toujours dans notre pays.

DISCUSSION

Nathalie Tousignant (FUSL) : La question porte sur la dimension multiculturelle. Chantal Kesteloot l'a souligné, ces « nouveaux Belges », semble-t-il, ont été un peu absents dans le cadre des commémorations. Donc, la dimension « Belgique, terre d'accueil », Belgique avec de nouveaux visages, avec un projet d'intégration... : comment pouvez-vous expliquer que cette dimension a été peu présente, tout compte fait, dans les manifestations peut-être plus officielles ?

Réponse d'Olivier Alsteens : Je voulais d'ailleurs corriger un peu Madame Kesteloot, parce que dans le comité de parrainage, il y a plus qu'Adamo, il y a Jean-Louis Daulne, qui lui est bien Noir, et il y en avait aussi dont je ne retrouve plus les noms, mais donc on y avait aussi veillé¹⁴. Cela dit, la Belgique multiculturelle s'est retrouvée dans les activités, dans l'organisation des activités : on l'a retrouvée par exemple à la journée sportive pour les enfants... Plutôt que de dire « Voilà, maintenant, on va organiser une après-midi thé à la menthe et maghrébine », spécifique dans le cadre du 175/25, où cette population-là va pouvoir dire « merci à la Belgique de nous avoir accueilli », on a vraiment voulu éviter ça ! On a travaillé de façon consciente, parce qu'on en a beaucoup parlé : j'en ai parlé avec les gens du Centre pour

¹⁴ Voici le nom des vingt-cinq personnalités de la société civile qui ont rejoint le comité de parrainage du 175/25. Ils ont été présentés le 17 mars 2005 : Anne-Theresa de Keersmaecker, Jean-Pierre de Launoit, Salvatore Adamo, Arno, Johan Verminnen, Jean-Louis Daulne, Jan Fabre, Anne Callens-Cambier, Eric Van Looy, Luc et Jean-Pierre Dardenne, Etienne Davignon, Martine Reynaers, Yves Noël, Eddy Merckx, Jean-Michel Saive, Kim Gevaert, François Duval, Marie-Jeanne Simoen, Franck Dewinne, Dirk Frimout, la présidente de l'Institut national des Anciens Combattants, le président du Conseil supérieur de l'Institut national des Anciens Combattants et son homologue flamand, *La Libre Belgique*, 18 mars 2005 (via <http://www.lalibre.be>).

l'Égalité des chances, avec différentes associations. Veillons à intégrer les différentes populations dans les activités que nous faisons, veillons à ce que dans les 175 classes qui participent aux activités pour les enfants de cinquième primaire et de sixième primaire au stade Roi Baudouin, veillons à ce que [pour] les classes d'écoles plus difficiles, on veille à assurer la subvention pour être sûr que « eux » viennent, pour être sûr que leur voyage soit payé, pour être sûr qu'ils aient un pique-nique en venant. On a plus travaillé comme ça. On a aussi plus travaillé en mettant les artistes sur les scènes qu'on organisait, à avoir des artistes de toutes origines, de toutes couleurs..., plutôt que de travailler à essayer de plus « stigmatiser » ou en tout cas de plus catégoriser : ça c'est un événement multiculturel, ça c'est moins un événement multiculturel. Donc, ça a été une démarche voulue, à ce niveau-là.

Philippe Raxhon (ULg) : Derrière vous, il y a une image qui provient de *Moi, Belgique*. *Moi Belgique* a été une série, avec une « Marianne » Cordy plutôt qu'une Annie Cordy, dans le sens positif du terme, une égérie qui représente quelque chose. Est-ce que *Moi Belgique* fait partie des approches nostalgiques ?

Réponse d'Olivier Alsteens : Non, les approches nostalgiques ne figurent pas dans le programme 175/25, je crois. Oui, il y a eu quelques activités qu'on pourrait qualifier de « nostalgiques », mais dans le programme que j'ai présenté et qui a été admis par le gouvernement, il y a des activités qui sont, qui peuvent apparaître comme plus nostalgiques.

Made in Belgium m'apparaît très clairement comme une approche nostalgique. J'avais l'impression de me retrouver en troisième primaire, quand j'ai vu cette exposition la première fois. En y retournant, j'ai eu un jugement un peu plus subtil et j'ai pu peut-être un peu revoir ce jugement. Ensuite, c'était intéressant parce que ça a eu un grand succès populaire, et donc c'est intéressant de voir les gens qui bougent pour ça aussi.

Je n'avais pas l'impression que *Moi, Belgique* a quelque chose de nostalgique. Ce n'est pas l'impression que j'ai eue, bien que je n'aie pas vu toutes les émissions. D'abord, j'ai trouvé ça sympa, j'ai eu l'impression que c'était des regards assez objectifs sur certains événements. Ce que j'ai trouvé très intéressant, c'est que, sans doute par le personnage de « Marianne » Cordy, c'est que des gens qui étaient peut-être rebutés par l'histoire, rebutés par ces anciennes choses, rebutés de savoir d'où l'on vient, étaient sans doute guidés par la main par quelqu'un qu'ils aimaient bien déjà avant. Je me souviens d'interviews d'Annie Cordy où elle disait : moi quand on m'a demandé ça, quand Monsieur Balteau m'a demandé ça, je détestais l'histoire quand j'étais petite. En entendant cela, je crois que beaucoup de gens se sont reconnus

dans Annie Cordy, parce qu'ils détestaient l'histoire quand ils étaient petits. Donc, on était en train de se dire : ben, si elle détestait l'histoire et si elle nous dit que ce qu'elle va nous raconter maintenant est chouette, ben, peut-être qu'on va pouvoir écouter et comprendre. Donc, je ne crois pas que ce soit nostalgique. Je ne l'ai pas perçu comme ça en tout cas.

Chantal Kesteloot (Ceges) : La réflexion que j'ai faite sur la Belgique multiculturelle m'est venue grâce au dossier que vous avez mis à ma disposition, où j'ai regardé, au fond, quels étaient les projets qui avaient été acceptés, refusés, et tout à la fin — hors délai, donc il y avait des raisons tout à fait légitimes de le refuser —, il y avait un refus d'une exposition justement sur le problème de l'immigration. Donc, c'est en voyant ce refus que je me suis posé la question à rebours et que j'ai revu les événements. Je me suis dit : tiens, mais oui, au fond, ça c'est un aspect de la Belgique qui est relativement absent. Au fond, on retrouve plutôt une Belgique traditionnelle, et c'est vrai que vous étiez aussi pour partie tributaire des projets qui vous arrivaient. Je me disais qu'il y avait là peut-être une occasion ratée. Quand je pense à la Région bruxelloise, ça aurait été pour la Région bruxelloise un beau défi que de montrer cette Belgique en évolution. La Région a choisi de faire autre chose... C'était quand même l'idée qu'au fond peut-être là, il y avait quelque chose, un élément, qui n'avait pas été utilisé dans les commémorations par le passé et que peut-être on aurait pu faire..., apporter cet élément neuf dans la société belge, dans sa visibilité, telle qu'elle apparaît aujourd'hui. Quand je pense aux événements récents des élections communales, cette multiculturalité est une évidence¹⁵ et là peut-être qu'il y avait quelque chose qui aurait pu être fait. C'est tout.

Réponse d'Olivier Alsteens : Justement, je crois que cette multiculturalité est une évidence et donc, comme j'ai utilisé l'expression d'« être un Belge décomplexé » tout à l'heure, pour moi, c'est une évidence et elle fait partie de mon quotidien. Donc, je ne voyais pas pourquoi créer spécifiquement une exposition. Enfin, on a eu de très longues discussions sur ce sujet, notamment au niveau du gouvernement fédéral avec les différents vice-Premiers, et tout le monde s'est rallié à cette position-là. Ces gens font partie de notre société. Nous, en tant qu'autorité, secrétariat exécutif de ceci, nous n'organisons pas spécifiquement d'exposition, nous en soutenons. Il est vrai qu'on n'a pas eu

¹⁵ Il s'agit des élections communales de l'automne 2006, marquées en Région de Bruxelles-Capitale en particulier, par la forte présence de candidats issus de l'immigration sur les listes des grands partis traditionnels.

de projets en la matière sauf celui auquel vous faites référence, mais qui est arrivé hors délai. Il y avait d'autres raisons qui ont fait que..., les raisons étaient purement objectives dans le refus. Il nous semblait que ces gens font partie de notre société, qu'il y a de nombreux élus qui font partie de notre société, qui ont tous été invités aux activités lorsqu'il y avait lieu de les inviter. Je veux dire qu'il n'y avait pas lieu de stigmatiser cette communauté d'origine étrangère, qui pour moi fait partie de notre communauté.

Philippe Raxhon : On peut aussi poser la question autrement, en se demandant s'il y a eu des propositions plus concrètes émanant du milieu associatif.

Réponse d'Olivier Alsteens : Oui, on en a soutenu d'ailleurs... Tout à l'heure, je parlais de « thé à la menthe ». Il y a une ASBL qui s'appelle comme ça, qu'on a soutenu dans le cadre d'une publication en français et en arabe qui a été distribuée ici à Bruxelles. C'est en fait un guide bilingue sur la bonne intégration, les services sociaux, les services médicaux, les services d'école, etc. Oui, on a soutenu beaucoup d'organisations comme ça ; c'est la première qui me vient à l'esprit mais il y en a d'autres aussi. Donc, il n'y avait aucun ostracisme. Je trouve ça curieux d'ailleurs que le débat se polarise là-dessus. C'est intéressant que vous polarisiez le débat là-dessus. D'ailleurs, je dois vous avouer, j'ai été interpellé un jour sur RTL-TVi par quelqu'un de la communauté maghrébine qui a dit : « Hé ! on est les oubliés de l'affaire ». Ni une ni deux, il sortait du plateau, je l'ai rappelé. Dans l'interview suivante, je dirais huit ou dix jours plus tard à la RTB[F], il ne tenait plus du tout ce discours-là. Parce que je l'avais convaincu aussi de la pertinence de notre approche. Je lui ai demandé : « Est-ce que tu crois qu'il faut organiser une festivité spécifique, ou une activité spécifique, réservée à cette communauté-là, où les autres, les "anciens Belges" peuvent venir voir comment vous faites, comment vous vivez ? » Non. Par contre, dans le village VIP qu'on a organisé le 21 juillet au soir, il y avait des spécialités bien belges, des frites, des gaufres, mais il y avait également du méchoui, il y avait également des spécialités qui sont venues de l'étranger. Donc, on le retrouvait comme cela.

Jean-Pierre Nandrin (FUSL) : Finalement, peu importe que ce soit le 175^e, le 176^e ou le 177, parce qu'en fin de compte, y a-t-il eu réellement des références au « 175 » ou bien était-ce simplement l'occasion d'organiser en Belgique, un peu partout, une série de fêtes, sans mettre particulièrement en référence ces 175 ans ? C'est une première question.

La deuxième : il y a quelque chose qui a disparu ou dont on ne parle pas, même ici, – c'est d'ailleurs très typique dans l'énoncé [de la journée

d'études] –, le 25 n'apparaît nulle part. On a l'impression que le 25, lui, n'a pas été commémoré (même si on a surtout « commémoré » à partir de fêtes).

Troisième question : qu'est-ce que vous appelez exactement être « décomplexé » par rapport à la Belgique ? Qu'est-ce que ça veut dire : est-ce que ça veut dire un type de rapport particulier à l'histoire, dont vous dites « bon il faut se décomplexer par rapport à ça, tournons une page et voyons autre chose » ? Et ça rejoint aussi un petit peu, quand vous dites que vous ne voulez pas être nostalgique. Qu'est-ce que vous entendez par « nostalgique » ? Est-ce que la référence historique est nécessairement nostalgique ou pas ? Je voulais un peu avoir votre avis là-dessus.

Réponse d'Olivier Alsteens : D'abord, le « Cent septante-cinq » important ? Oui !, parce qu'on a quand même retrouvé des éléments de notre histoire, que ce soit par les expositions, celle aux Archives générales du Royaume, l'exposition sur le colonialisme à la belge au musée de Tervuren, le romantisme en Belgique aux musées des Beaux-Arts. Il y a eu une série d'éléments sur 175 ans. Il y a eu des colloques sur 1830. Ce sont des choses importantes et qui faisaient partie du programme. Donc, 175 : oui.

176/26 : on a été raillé par une revue qui a circulé dans toute la Belgique pendant six mois qui s'appelait les 176/26. Oui, on aurait pu faire 176/27, 177/28 et après je me trompe et je vais m'emmêler les pinceaux. Je crois qu'il y a dans la vie, que ce soit d'un État – pour autant qu'un État ait une vie, mais je crois que oui, personnellement – que dans la vie d'une personne, il y a des moments-clés. On fêtera plus facilement ses 30 ans ou ses 35 ans que ses 32 ans, en tout cas avec un peu plus d'éclat, ou ses 50 ans plutôt que ses 48. Je crois qu'il y a des moments qu'il faut marquer, je dirais, sans l'ampleur non plus des festivités pour les 150 ans, des festivités pour les 125 ans. Là, de nouveau..., – parce qu'on les a célébrés les 125 ans de la Belgique : le 125^e anniversaire de la Belgique, la décision a été prise d'organiser l'Exposition universelle ; donc on a même réussi à fêter les 125 + 3, puisqu'on a fait ça au 128^e anniversaire de notre État. Je suis retourné voir justement toutes ces archives gouvernementales pour savoir comment on avait organisé les festivités depuis le 75^e, puisque là aussi il y a eu des activités. Donc je dirais que c'est une tradition : ce 25^e en Belgique est une tradition. Par contre, un autre pays qui avait également 175 ans et que nous avons essayé d'associer aux fêtes est tombé des nues quand on parlait du 175^e anniversaire : c'est la Grèce. D'abord parce que pour eux aussi, c'est vrai qu'il y a 175 ans de Grèce moderne mais il y a 3000 ans d'histoire derrière et donc pour eux c'est juste une péripétie 175 ans. Donc ça c'est, je crois, un élément important.

Le 25... D'abord une petite anecdote. J'étais dans mon bureau et c'était une des premières réunions où le comité de concertation¹⁶ traitait du dossier. J'avais dit au Premier ministre, dans sa *speaking note*, qu'il fallait faire attention, trouver un moyen pour associer au maximum symboliquement les Régions. Il ne suffit pas dire que vous êtes tous coprésidents, tous sur un pied d'égalité, puisqu'il n'y avait pas de président du 175/25 mais il y avait cinq ou six coprésidents, donc autant que de ministres-présidents avec le premier ministre. Il fallait trouver quelque chose de symbolique. Et c'est vrai que l'idée est venue de Jean-Claude Van Cauwenberghe qui a dit : oui, mais on a les lois de 1980, ça fait 25 ans, c'est génial, très bien. J'ai eu quelques polémiques, avec des professeurs de droit surtout, qui disaient : « M'enfin, ça n'a aucun sens, les lois de 1980, ce n'est qu'une suite... » Oui, c'est les lois de 1970... Peu importait, ça tombait bien : 175/25, ça fait un petit peu notre Bicentenaire à nous. Comme vous le disiez, on n'est pas sûr qu'on pourra un jour le fêter mais là on l'avait déjà. Vous voyez, c'est un petit clin d'œil, chez nous.

Le 25^e, quand même. Je dirais que toute la deuxième partie de l'année, où était regroupé tout le programme wallon, a quand même été un programme très « 25 », un peu moins « 175 » : les Fêtes de Wallonie, les expositions *Vingt-cinq ans de...* à Stavelot et au Bois-du-Cazier. C'était là le 25 qui était mis en avant, aussi dans tout le discours politique wallon, c'était le 25 qui était mis en avant très, très fortement et c'était plutôt la deuxième partie de l'année. Et le cabinet du ministre-président wallon a vraiment utilisé ce 25 comme outil de formation identitaire, c'était ça qui était important. Donc le 175^e, on l'a fêté jusqu'au 21 juillet ; après le 21 juillet, c'est nous, ce sont les Régions, c'est le 25^e qui est important. Donc, du côté francophone, c'était un élément très vivant. Je doute qu'un investissement similaire ait eu en Flandre.

Alors, en quoi suis-je décomplexé ? Pour autant que je l'ai jamais été, complexé... C'est peut-être en fait tout à fait « thérapeutique familiale » ce que je dis : je viens d'une famille catholique, un peu traditionaliste, un peu sans doute nostalgique. A mon avis, ils devaient être léopoldistes dans les années cinquante, je n'en sais rien, je ne leur ai pas posé la question. J'ai donc baigné dans une culture très nostalgique sans doute de cette Belgique unitaire, où l'on ne comprenait pas le tracé des frontières linguistiques, on ne comprenait pas la scission de l'université de Louvain, on ne comprenait pas toute une série de choses comme ça. J'ai grandi dans un milieu comme ça et en même temps je m'en sens très libre face à plus d'autonomie culturelle,

¹⁶ Comité de concertation : organe où sont représentés l'État fédéral et les entités fédérées (Régions et Communautés).

plus d'autonomie économique. Je crois que c'est important de tenir compte des besoins actuels des gens où l'on a des pouvoirs supranationaux qui deviennent de plus en plus puissants et d'avoir une localisation plus proche des autres niveaux de pouvoir. C'est plus en ces termes-là, et peut-être moins « la jouer ». J'ai utilisé ce terme décomplexé un jour dans les médias. Des associations d'anciens combattants ont pris contact avec moi pour me dire : « Oui, mais est-ce que vous croyez qu'on était complexés, nous, quand nous allions nous battre sur les champs de bataille ? » Non, ces gens n'étaient pas complexés. Quand je dis ça, je ne marque pas de l'irrespect par rapport à ces gens qui ont contribué aussi à la construction de l'histoire et de la société dans laquelle nous vivons aujourd'hui. Je vis aujourd'hui et l'on me charge de faire un programme pour aujourd'hui ; on ne me charge pas de faire un programme pour avant le tracé des frontières linguistiques. Je dirais que c'est comme ça que je l'exprime.

*
* *

La RTBF et la commémoration : les émissions «*Moi, Belgique*»

par Bernard BALTEAU

Philippe Raxhon nous disait en paroles apéritives tout à l'heure que l'historien déconstruisait les mythes. Peut-être trouvera-t-on tout à l'heure que la télé a contribué à en construire de nouveaux. Bref, il y aura du travail. En tout cas, ce qu'on fait en télé, modestement, est peut-être aussi objet d'histoire. On verra.

En tout cas, le phénomène commémoratif est un sacré piège pour les gens de médias. Je ne sais pas pour les historiens, parce qu'ils peuvent toujours garder une distance critique : pour nous, c'est plus difficile quand il faut faire quelque chose qui est commandé par une date commémorative. C'est une gageure, on nous attend au tournant. Le

public nous dira : « C'est ch..., il y a beaucoup trop d'historiens dans vos émissions. » Question de casting. Les historiens nous diront : « Mais vous êtes passés à côté de la plaque. Vous avez oublié de parler de ceci, ou vous en avez mal parlé ». Donc, à tous les coups, nous encourageons les critiques. Raison de plus pour vous dire que je suis content d'être ici aujourd'hui, parce que c'est vrai qu'à l'occasion de cette émission, de cette série *Moi, Belgique*, nous nous sommes posé beaucoup de questions avant, pendant et même encore après. Nous avons de temps en temps eu des conversations très homériques avec des historiens, notamment du Ceges. Je me souviens d'une longue conversation avec Fabrice Maerten au téléphone en nous promettant chacun d'en reparler... et puis ce colloque est au fond une occasion, même si Fabrice n'est pas là.

Depuis quinze, vingt ans, nous avons une tradition à la RTBF, service public de l'audiovisuel, rappelons-le malgré tous les changements de paysage dans ce domaine. Il y avait eu *Jours de guerre*, il y avait eu *Les années belges*, qui avaient revisité pendant dix ans toute une série d'événements de l'après-guerre, de notre histoire. Et puis, il y a deux ans, j'avais fait appel au secours à des historiens. C'était un peu dans la précipitation, on allait supprimer l'équipe histoire de la RTBF. J'avais demandé, à Michel Dumoulin, à Francis Balace et à José Gotovitch, peut-être d'interpeller les autorités de la RTBF pour voir si on allait vraiment supprimer cette approche historique dans les médias, émissions à caractère historique, voire de vulgarisation historique.

Les années belges ont disparu, mais dans un dernier soubresaut j'avais proposé, comme la commémoration s'annonçait, que l'on sauve les meubles en faisant une série d'émissions sur le 175^e anniversaire. Puis, on n'en avait plus parlé. Quand l'annonce officielle des festivités 175/25 a été faite, et que la RTBF faisant partie du paysage institutionnel a été conviée à participer à l'organisation de ces commémorations, on a ressorti ce projet qui datait déjà de quelques mois et on a dit : « Mais nous avons un projet ». On a mis beaucoup de temps à reconstituer une équipe. On a mis beaucoup de temps à se remettre sur la brèche et, finalement, on a sorti une série à caractère historique, sur l'histoire de Belgique, une série hebdomadaire, de sept numéros.

Je ne vais pas m'étendre sur le découpage chronologique, sur la manière dont nous avons conçu les émissions. Si vous voulez, on peut en reparler. Ce que je peux dire, c'est qu'il n'y avait pas une sorte de démiurge, de professionnel de l'audiovisuel qui a tout inventé et tout sucé de son pouce. Nous formons une équipe et, quelque part, ce kaléidoscope est aussi peut-être révélateur des différentes perceptions qu'un public peut avoir de l'histoire de Belgique. Donc, d'emblée, je n'ai pas voulu donner une méthodologie particulière, un ton particulier ni une façon particulière de traiter chacune de ces émissions. J'étais effectivement le responsable de l'ensemble de cette série, mais je voulais aussi que chacune des sensibilités – journalistiques et de réalisation – des équipes puisse aussi s'exprimer. Certains ont travaillé avec des historiens, d'autres moins. On peut y revenir.

Ce qui est plus intéressant, me semble-t-il à discuter ici, c'est qu'on nous proposait une espèce de cadeau empoisonné : présenter ces émissions commémoratives sur l'histoire de Belgique en *prime-time* ! En début de soirée... Alors là, évidemment, dans la télévision d'aujourd'hui, c'est la grande difficulté. Comment mettre des émissions à caractère historique en début de soirée ? Nous nous étions constitué une niche audimétrique avec *Les années belges*, avec *Jours de guerre*. Avec *Les années belges*, nous nous étions constitué un public, fidèle, qui revenait. Lorsque l'émission passait tardivement, certaines saisons, les gens se plaignaient parce que c'était trop tard. Comme notre public a une moyenne d'âge relativement élevée, au-dessus de 45 ans en tout cas, pour ne pas dire 50, c'est difficile de le garder. Et voilà qu'on nous dit : « Faites des émissions historiques en *prime-time* et faites bien attention : si vous n'avez pas tel score d'audience : à la trappe ! » (comme tout le reste). Donc on s'est attelé à cette idée : mais comment attirer un public qui d'ordinaire n'est pas attiré par l'histoire, attirer un grand public, vers ces émissions ?

On a beaucoup réfléchi. J'ai d'abord proposé que nous ayons un narrateur ou une narratrice pour accrocher le public. J'ai proposé Françoise Mallet-Joris, d'abord. Jusqu'à ce qu'un jour, un directeur de la télé, je ne dirai pas lequel, un jeune, m'a dit : « Mais ça fait deux

narrateurs, ça !». Mallet et Joris... Je me suis dit, c'est mal parti¹⁷. Puis, nous avons réfléchi en équipe. Nous nous sommes dit : mais au fond, Annie Cordy, elle fait plein de choses, elle a tout un registre, une palette d'expression. Elle est non seulement chanteuse – *Tata Yoyo* et *La bonne du curé*, c'est comme ça que je la connaissais, moi – mais elle a aussi fait des films, elle fait du théâtre¹⁸. Ne serait-ce pas elle qui pourrait amener ce public vers l'histoire ? Alors, je me souviendrai toujours, ma première rencontre avec Annie Cordy, c'est à *La Mort subite*, ici à Bruxelles, au café *La Mort subite* (hé ! elle portait bien son nom). Elle m'a dit : « Mais, moi présenter des émissions historiques, tu n'y penses pas, tu rigoles, c'est une blague ! », enfin on se vouvoyait encore à l'époque. « Je détestais l'histoire quand j'étais petite. Et puis j'y connais rien, c'est pas mon truc, etc. » De fil en aiguille, en entreprenant sa nièce qui est aussi son imprésario et qui, elle, voyait des perspectives intéressantes sur le plan d'une activité pour sa tante, l'a persuadée. Elle a lu le projet et elle s'est dit « au fond pourquoi pas ? » Et à partir de ce moment-là, l'aventure a commencé.

Elle était très réticente au départ, elle se disait « moi je vais rien y comprendre » etc., et puis nous avons travaillé ensemble sur l'écriture. Ce n'est pas elle qui nous disait de quoi on allait parler dans telle émission. Nous définissions, en effet, 175 ans d'histoire, même plus puisque nous avons décidé de commencer notre série en 1813 plutôt que de la démarrer en 1830. Peut-on comprendre la Révolution belge sans quelques prémisses ? Et donc nous avons établi — elle est très professionnelle, Annie Cordy, c'est vrai qu'elle a beaucoup de registres, elle en a découvert un autre, elle s'est piqué au jeu, elle a lu nos textes, elle a fait beaucoup de remarques, on a retravaillé ses textes ; évidemment ses remarques étaient rarement sur le fond mais elle a donné vie, véritablement, à notre propos. Et c'est vrai qu'en lui donnant vie, nous avons eu des audiences inespérées, qu'aucune émission historique n'avait pu réaliser auparavant.

¹⁷ Françoise Mallet-Joris, pseudonyme de Françoise Lilar (°Anvers, 1930), romancière belge d'expression française, membre de l'Académie royale de langue et littérature françaises de Belgique et de l'Académie Goncourt.

¹⁸ Annie Cordy, pseudonyme de Léonia Cooreman (°Laeken [Bruxelles], 1928), artiste belge de variétés et comédienne. Créée baronne à titre personnel en 2005.

Voici un petit extrait de la deuxième émission pour que ceux qui n'ont pas vu cette série puissent voir un petit peu comment on l'a traité. J'ai choisi cette émission, pas parce que je l'ai faite avec Hugues Lanneau mais parce que c'est une période tout à fait passionnante dans notre histoire et sans nostalgie aucune, je pense. C'est aussi une période sur laquelle nous n'avions aucune image. Donc, parler d'histoire en télévision, sans image. Bien sûr, il y a des gravures, il y a des vieux grimoires, il y a des peintures etc., mais ce n'est pas avec ça qu'on tient un public en haleine pendant cinquante-deux minutes. Alors, nous avons fait ce qu'on appelle — et qu'on faisait beaucoup à l'époque de *Jours de guerre* — des reconstitutions, qui font toujours plus ou moins hurler les historiens et les témoins acteurs de l'histoire parce que c'est évidemment une interprétation de l'histoire. Nous avons dû recourir à certains procédés et évidemment éminemment critiquables. Je vous propose ce petit extrait et on en rediscute après.

[La séquence projetée est extraite de la deuxième émission, 1848-1894 – *La démocratie en marche* : le générique et les trois premières minutes.]

DISCUSSION

Jean-Marie Cauchies (FUSL) : Une question d'historien, pas spécialiste de cette époque mais... Ce qui me met mal à l'aise — je n'avais pas vu cette séquence, j'en ai vu d'autres, qui ne m'ont pas nécessairement convaincu d'ailleurs, mais ça c'est une autre histoire —, mais en voyant cette séquence, je me pose quand même la question : est-ce qu'il n'y a pas là, donc c'est une question qui porte sur le fond, une dramatisation de la Belgique en 1848 ? On a vraiment l'impression quand on voit ça et qu'on n'est pas averti, que le pays vit au bord de la catastrophe, enfin de l'écroulement, de tout ce qu'on veut. Je n'ai pas l'impression qu'il en fut ainsi. Je ne dis pas que les événements français et d'ailleurs, de 1848, n'ont pas eu leur impact chez nous, au contraire. Léopold I^{er} est très attentif, mais est-ce qu'il n'y a pas là un peu de la dramatisation ? Je crains, pas pour un public d'historiens mais pour un public non averti qui voit cela, qu'il s'imagine qu'il y a une espèce de

« Commune avant la lettre ». Est-ce que, encore une fois, ce n'est pas risqué — évidemment il faut dire beaucoup de choses en peu de temps — de jouer cette carte ?

Réponse de Bernard Balteau : On ne pouvait pas regarder plus avant, parce que ce n'est pas le but de ce séminaire, mais plus tard nous évoquons Risquons-Tout¹⁹ évidemment, dans l'émission. Et Risquons-Tout, c'est vraiment le pétard mouillé, et tout rentre dans l'ordre, et nous l'expliquons par après. Donc, effectivement ici il y a une dramatisation, il faut la voir dans l'ensemble du propos sur 1848 dans l'émission, mais c'est vrai, et j'en ai beaucoup discuté avec le réalisateur — et vous savez, les réalisateurs, ce qui les intéresse, ce n'est pas tellement l'histoire, c'est la manière dont ils vont pouvoir s'en servir pour susciter des émotions dans le public. Et donc, ce que je peux vous dire, c'est qu'au sein même de l'audio-visuel..., — nous sommes des faiseurs de spectacles, comme le disait Chantal [Kesteloot] — ; c'est vrai aussi qu'il faut tenir un public en haleine et ça suscite beaucoup de discussions entre nous : où commence l'histoire et où commence le spectacle ? Enfin, nous sommes constamment confrontés à cette dimension, avec la volatilité des publics, l'audimat permanent ; on est harcelé par les directeurs de chaînes si on ne fait pas d'audiences suffisantes. Donc, ce ne sont pas des conditions idéales pour travailler.

Entre nous-mêmes, il y a des regards et des approches différentes : le journaliste qui est en contact avec des historiens, le réalisateur qui est en contact avec ses techniciens, qui veut que ce qu'il va mettre en images touche le public, et donc on est tout le temps dans des questionnements comme ceux-là. C'est vrai qu'il y a parfois un peu trop de dramatisation. Par exemple, je pense à quelque chose que Jean Puissant m'avait raconté. C'était tout le rôle du *Vooruit* dans le soutien de l'émancipation sociale en Wallonie, la création des premiers syndicats, les coopératives, etc., la distribution de pains fabriqués à Gand dans le Borinage en grève. Je pense que cette distribution de pains a joué un très grand rôle dans l'affirmation, dans l'émancipation ouvrière. C'est quelque chose qui venait de Flandre, cette solidarité venait de Flandre, Gand. Le réalisateur était très frappé par ça et il a conçu toute une série de petites scénettes d'évocation pour faire passer cette idée. Je trouvais que ça prenait un peu trop de place dans l'émission et dans la dramatisation. C'est vrai que, entre nous, le journaliste n'est pas tellement dans la dramati-

¹⁹ Hameau de la commune de Rekkem, ce poste-frontière belge fut le théâtre d'une tentative d'un groupe de républicains français d'exporter leur conflit vers la Belgique en 1848.

sation, il essaie de s'en tenir aux faits. Les réalisateurs veulent mettre du glamour, ou de l'émotion, parce que c'est de l'image, et du son.

Chantal Kesteloot (Ceges) : J'avais deux petites questions factuelles. Quand vous dites une audience inespérée, qu'est-ce que ça veut dire ? On a tous encore en lumière ce modèle de *De Nieuwe Orde* qui a drainé des centaines de milliers de téléspectateurs flamands en 1981-1982²⁰. Quand l'émission a été reprise sur la RTB, il y a eu un succès aussi. Est-ce du même ordre de grandeur ou pas, est-ce qu'on peut établir des comparaisons ?

Je ne veux pas me faire l'interprète de Fabrice [Maerten] : j'ai suivi de loin la discussion mais pour autant que je me souvienne et pardonnez-moi parce que je n'avais pas vu l'émission qui avait suscité sa colère mais je vais essayer de rendre un peu les propos qu'il m'avait tenu. L'idée était la suivante. Au fond, les historiens dans les émissions, c'est ennuyeux, ils rendent les choses complexes, ils ont une approche critique etc., ça ne passionne pas le téléspectateur. Alors, à la place de l'historien expert, on nous sert des hommes politiques qu'on nous présente comme des experts. C'était en substance ce malentendu, sa colère. Je voulais un peu vous interpeller là-dessus : est-ce que l'homme politique expert est plus valide que l'historien, et pourquoi ce type de choix ?

Réponse de Bernard Balteau : Je n'ai pas en tête les chiffres de *De Nieuwe orde* sur les chaînes flamandes ou francophones. J'ai encore un peu en mémoire les audiences de *Jours de guerre* mais le paysage audiovisuel s'est très fort complexifié en Belgique et la donne, la concurrence, n'est plus la même aujourd'hui qu'hier et puis les goûts, présumés en tout cas, du public ont évolué.

Nous avons atteint en début de soirée une moyenne entre 250 000 et 300 000 téléspectateurs, ce qui est une audience, pour une émission à caractère historique, quand même fort importante. Je pourrais rechercher les audiences de *De Nieuwe Orde* pour pouvoir les comparer.

²⁰ *De Nieuwe Orde*, en français *L'Ordre nouveau*, traitait de la collaboration durant la seconde guerre mondiale. Voir l'ouvrage qu'en a tiré le journaliste Maurice De Wilde, auteur de cette série d'émissions : Maurice DE WILDE, *De Nieuwe Orde*, Anvers-Amsterdam-Kapellen, DNB/Pelckmans, 1982 (*België in de Tweede Wereldoorlog*, 3), 7^e éd., 1988 ; Id., *L'ordre nouveau*, trad. du néerl., Gembloux-Paris, Duculot, 1984.

Chantal Kesteloot : J'ai le souvenir de 700 000. D'abord, il y a plus de téléspectateurs flamands potentiels aussi. Donc ce n'est pas le nombre, c'est la part de marché évidemment qu'il faudrait...

Réponse de Bernard Balteau : Voilà, donc, la part de marché : sur le marché francophone, nous étions à 20% de parts de marché avec *Moi Belgique*. Par rapport aux *Années belges* : c'était plus élevé parce que nous étions en début de soirée et que le public reste. *Les années belges* ont été diffusées soit à 10h30 [22h30], soit à 9h30 [21h30], donc on oscillait suivant les sujets, parce qu'il y a aussi des sujets qui attirent moins le public. Dès qu'on parle de la Question royale, ça, ça attire beaucoup de monde. Si on parle de l'Europe, ça en attire beaucoup moins, le rôle de la Belgique dans la construction européenne. Donc, il y a des sujets qui attirent le public et d'autres pas du tout : la Régence, l'Expo 58, l'incendie de l'Innovation, ça draine beaucoup de public, mais la frontière linguistique beaucoup moins.

Sur la deuxième question, j'ai dit tout à l'heure que j'avais délibérément laissé à mon équipe, sous ma supervision générale, la liberté de construire ses émissions à sa manière. Alors, dans cette émission, je crois que c'était la quatrième émission de la série, effectivement Bill Binnemans et Jean-Marie Duhaut ont recours à des personnalités politiques. Donc, je rappelle qu'il y avait Francis Delpérée, qui est aussi professeur de droit constitutionnel comme chacun sait²¹, qu'il y avait Didier Reynders²² qui évoquait la politique des holdings dans l'entre-deux-guerres, qu'il y avait Philippe Moureaux qui évoquait le rexisme²³, et qu'il y avait également un syndicaliste, Vandermeeren, et puis aussi d'autres effectivement, acteurs de la société civile. J'ai trouvé Didier Reynders finalement assez historiquement cultivé pour le propos qu'il évoquait. Philippe Moureaux parlait de la montée du Rexisme. On ne peut pas tirer des analogies entre notre époque et celle-là, mais ils ont choisi effectivement des acteurs politiques. C'est la seule émission d'ailleurs dans laquelle on en trouvait, on trouvait des historiens dans beaucoup d'autres émissions. Ils ont choisi aussi des sportifs etc.²⁴. Ça

²¹ Francis Delpérée, sénateur CDH (parti centriste) et professeur à la faculté de droit de l'Université catholique de Louvain.

²² Didier Reynders, ministre des Finances dans le gouvernement fédéral, président du MR (parti libéral).

²³ Philippe Moureaux, ancien ministre, président de la fédération bruxelloise du Parti socialiste, par ailleurs également professeur d'histoire des temps modernes à l'Université libre de Bruxelles.

d'autres émissions. Ils ont choisi aussi des sportifs etc.²⁴. Ça peut se discuter. Je m'en suis longuement expliqué avec Fabrice et c'est peut-être trop long de m'en expliquer ici. J'ai écouté les choix de cette équipe de production et, en réécoutant ce qui était dit par chacune de ces personnalités, je me suis dit que ça apportait aussi quelque chose. Quand Francis Delpérée parle de Loppem, cette espèce de coup d'État de la création du suffrage universel sans passer par une réforme de la Constitution, il n'est pas inintéressant aussi qu'un constitutionnaliste, marqué CDH par ailleurs, s'exprime. Quand Didier Reynders parlait des holdings financiers dans l'entre-deux-guerres, ça ne me paraissait pas non plus inintéressant. Peut-être y avait-il en manière sous-jacente l'idée que les « politiques » s'expriment aussi dans une émission historique : pourquoi pas ? Ce ne sont pas des spécialistes, mais on leur pose une question pointue sur un sujet, on n'entre pas dans des débats mais ils donnent un point de vue qui, après tout, n'est pas inintéressant. Même si les uns et les autres pouvaient être discutés.

*
* *

Nous fêterons le Bicentenaire. Le point de vue d'un journaliste francophone

par Christian LAPORTE

Tout d'abord, j'ai un sentiment un peu général de malaise, dirais-je. On est un peu à la barre des accusés, en quelque sorte ici. C'est

²⁴ Les autres intervenants dans cet épisode sont : Rodrigo Beenkens, journaliste sportif à la RTBF, Herman De Croo, président de la Chambre des représentants et ancien ministre (Open-VLD, parti libéral), Philippe Reynaert, critique de cinéma à la RTBF, Robert Wangermée, musicologue et ancien administrateur général de la RTBF, et Luc Devos, professeur d'histoire à l'École royale militaire. Francis Delpérée n'apparaît pas dans la quatrième émission mais dans la troisième.

comme si ç'avait été un crime qu'on ait fêté ces 175/25 finalement. Quelque part, j'ai un peu cette impression-là et aussi parce qu'on essaie aussi sans doute de faire passer – certains... – nos rêves pour des réalités et jusqu'à preuve du contraire, il n'est pas du tout exclu qu'on fête le 200^e anniversaire de la Belgique. Je *pense* qu'on le fêtera. Tout simplement parce que j'ai la faiblesse de croire que – je ne fréquente pas que des Francophones, je vois pas mal de Flamands, je vais de temps en temps de l'autre côté de la frontière linguistique – et donc j'ai un peu l'impression qu'on prend parfois ses fantasmes pour des réalités.

Cela dit, bon, c'est vrai qu'on a très bien senti la différence 175-25, mais c'est pas tellement nouveau. Je me souvenais des commémorations à l'occasion du 50^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale : ce n'est pas un hasard, mais ce sont encore nos amis flamands qui ont dû se faire tirer les oreilles pour participer aux festivités et à l'époque si je ne m'abuse – Marc Reynebeau me corrigera – c'était Luc Vanden Branden qui était ministre-président. Et donc là aussi ils ont tardé un peu à entrer sur le « char de la commémoration », si j'ose dire.

On pourrait dire de certains qu'ils sont nostalgiques. Ce n'est évidemment pas mon cas non plus : sorti d'une famille catholique qui votait toujours libéral, ayant touché à la fois au nord et au sud du pays, donc je me sens très bien là où je suis, et il ne faut certainement pas penser non plus parce que je suis aujourd'hui à *La Libre Belgique*, que j'ai perdu mon libre examen tout court. Donc, il est clair qu'il faut resituer tout ça et c'est dans ce contexte-là que j'ai évidemment un peu analysé aussi les festivités. Evidemment, on a dit : « Oui, ça ne marche plus »... D'ailleurs, « La plus grande fanfare du monde », ça n'a pas marché. Si je suis bien informé, on s'y est pris peut-être un peu tard pour lancer les appels, mais en faisant tout ce qu'Olivier [Alsteens] a expliqué tout à l'heure, on peut comprendre que ce n'était pas si évident à mettre sur pied. Voilà donc en gros pour ce qui est le 175.

Alors la dimension 25. Il y a des moments où on ne pense plus tellement 175/25. J'ai eu l'occasion d'aller accompagner le Parlement wallon dans le cadre de l'opération « Passeurs de mémoire » à Ra-

vensbrück et à Berlin. Là, de toute évidence, malgré tous les efforts de Monsieur José Happart²⁵ pour faire apparaître cela comme opération très « wallonne », les anciens prisonniers de guerre, les anciennes déportées qui étaient là, ne raisonnaient forcément pas nécessairement en termes wallons/flamands mais plutôt en termes de droits de l'homme. Je suis désolé que Philippe Raxhon ne soit plus là, parce que j'aurais bien voulu le souligner.

Encore une remarque par rapport aux historiens qui peuvent avoir l'impression qu'ils sont un peu emmenés dans une drôle d'affaire. Regardez plutôt le côté positif de la chose. Il est bien évident que parce qu'Annie Cordy était là, *Moi Belgique* a pu passer en *prime time*, mais il n'empêche que ça a permis à toute une série de gens aussi de faire la connaissance de leur passé et en même temps d'entendre aussi les points de vue d'un certain nombre d'historiens. Je serais plutôt pour une large ouverture des médias généralistes à l'histoire, avec nos imperfections, bien entendu. On n'est pas nécessairement tous des scientifiques de l'histoire, mais d'un autre côté ça a le mérite d'exister, et ça a le mérite de rattacher les gens à un certain nombre de leurs racines. C'est un peu dans ce contexte-là que je vois les choses.

Ce qui m'a frappé aussi, c'est qu'on a surtout fêté les 175 ans – et les 25 ans... ! – de la naissance de l'État. On a été beaucoup plus *spépieu* comme on dirait en wallon²⁶ par rapport aux 175 ans de la Constitution, où ça a été un peu *cheap* avec quand même cette représentation – et là encore les historiens professionnels vont peut-être hurler en disant « M'enfin, on a détourné les travaux de la Constituante » – n'empêche que ce qui a été présenté par Clément Triboulet et compagnie, au Sénat, avait le mérite d'exister et permettait de savoir un peu ce qui s'était passé en 1830. Et alors, ça a été tellement *cheap* qu'on a

²⁵ Président du Parlement wallon, ancien ministre régional (PS, parti socialiste).

²⁶ *Spépieu*, « méticuleux à l'extrême », utilisé tant en wallon proprement dit qu'en picard (cf. G. HÉCART, *Dictionnaire rouchi-français*, 3^e éd., Valenciennes, 1834, p. 439, s.v. *Spépier* et *Spépieux*; Ch. GRANDGAGNAGE, *Dictionnaire étymologique de la langue wallonne*, t. III, Bruxelles, 1880, p. 384, s.v. *Spèpî*; J. HAUST, *Dictionnaire français-liégeois*, Liège, 1948, p. 450, s.v. *Tatillon*; M. FRANCARD, *Dictionnaire des parlers wallons du pays de Bastogne*, Bruxelles, 1994, p. 905, s.v. *S(u)pèpyi*; L. JARDEZ, *Glossaire picard tournaisien*, Tournai, 1998, p. 389, s.v. *Spépieu*).

même fait une séance académique où un sénateur flamand s'est cru permis d'attaquer les pouvoirs de la monarchie : ça, c'est du surréalisme, c'est très belge tout ça, à moins que ce soit la Belgique « visionnaire » peut-être, en quelque sorte.

J'observe aussi qu'on n'a pratiquement pas fêté les 175 de la monarchie, encore que, là, on va se rattraper la semaine prochaine puisque, pour la première fois depuis toujours, le roi va assister à sa propre fête²⁷ : ça, c'est encore très belge tout ça.

Enfin, pour conclure en un mot, il faut prendre un peu de recul, un peu de distance par rapport à soi et de se dire : ma foi, nous vivons quand même dans un pays où ça a encore du sens, peut-être, de commémorer certaines choses. A l'excès, et là je frappe un peu notre coulpe médiatique, parce que c'est vrai que depuis quinze, vingt ans, on commémore tout et son contraire pratiquement. Le cas de l'affaire Dutroux est exemplaire : un an, deux après, mais rien pour les dix ans du déclenchement de l'affaire. Finalement, peut-être, et je l'espère pour Olivier et pour le 175/25, d'ici 100 ans, dans une Belgique qui sera encore plus fédérale, je pense, on se souviendra de ces festivités.

DISCUSSION

Olivier Alsteens : Un tout petit élément... C'est intéressant, Christian, tu rappelles l'histoire des fanfares, parce que ça a été vraiment le seul dossier communautaire de toute l'année. Si on a pu lancer si tard les invitations, c'est parce qu'on a eu un blocage très net d'une des fédérations de fanfares, qui refusait de nous donner en fait les fichiers d'adresses, et qui fait que les invitations sont parties un mois et demi avant l'événement. Cela dit, cet événement avait été créé..., au départ, on avait dit : la plus grande fanfare du monde. Mais au moment où on avait lancé l'idée, le plus grand rassemblement de fanfares du monde ça faisait 3500 musiciens. Etant donné qu'il y en a à peu près 120 000 à 140 000 en Belgique, on s'est dit : on va avoir ce re-

²⁷ La journée d'étude à l'origine du présent ouvrage avait lieu le vendredi 10 novembre 2006 et précédait donc de peu la Fête de la Dynastie, fixée au 15 novembre.

cord-là. Début mai, les Japonais ont organisé un rassemblement de grandes fanfares et ils sont arrivés à 12 500 et quelques musiciens. Je savais que c'était perdu à ce moment-là. Donc, on a aussi un peu diminué l'importance de « La plus grande fanfare », parce que là ça devenait vraiment compliqué. Mais l'avantage – pour remettre dans le contexte : c'était le moment où il y avait des attentats terroristes à Londres, à Madrid, on était dans un climat très tendu sur le plan international et sur le plan sécurité, il y a encore eu des attentats à Londres le 21 juillet 2005 et, en fait, le rassemblement des fanfares a servi pour nous pour deux choses : c'est une répétition en termes de sécurité – puisque toute la zone, c'était ici, la zone Botanique / place Rogier –, ça c'était un premier élément, et également élément de répétition pour le mécanisme à dix-sept caméras qu'on avait prévu ; et c'était beaucoup, dix-sept caméras. Et donc ça a permis de tester tout notre matériel la veille de l'événement en tant que tel. On était très content quand même d'avoir organisé ça.

*

* *

Belgicain en Flandre, flamingant chez les francophones ? Le point de vue d'un historien et journaliste flamand

par Marc REYNEBEAU

Après tout ce qui a déjà été dit, je voudrais faire deux petites remarques. D'abord, d'ordre politique et ensuite sur le rôle des historiens.

En ce qui concerne la politique, je me rappelle – je me sens un peu un grand-père qui parle du passé qu'il a vécu²⁸ – que dès qu'on a

²⁸ Marc Reynebeau, né à Albertville (Congo belge) en 1956, force ici un peu le trait.

commencé à parler des festivités ou de la commémoration des 175 années de la Belgique, il y avait tout de suite des remarques du côté flamand, du côté flamingant, nationaliste flamand, que ce ne valait pas la peine d'organiser cela, que ce n'était que de la nostalgie, etc. Dès qu'il fallait parler de l'argent et que les plans prenaient forme, on voyait en fait deux choses : d'une part, cette obsession communautaire flamande, mais de l'autre côté aussi la paranoïa francophone et wallonne.

Je me suis souvent posé la question d'où venait ce « 25 ». On m'a dit – c'était un journaliste de la RTBF avec des connexions avec le PS, bien connues –, qui m'a dit que c'était des politiciens wallons qui ont exigé d'ajouter ce « 25 » tandis que, par exemple quand on écoute ce que Chantal [Kesteloot] a dit ce matin, on pourrait dire que ce serait logique que la Flandre voulait se mettre en perspective en ajoutant quelque chose à ce « 175 ». Dans les faits, il semblerait que ce sont les Wallons, et notamment, apparemment, Monsieur Van Cauwenberghe, qui a tellement insisté sur cette formule-ci. La première réflexion que je me suis faite en voyant ce chiffre-là, vingt-cinq, c'est que vraiment l'histoire n'a aucune importance pour cette organisation parce qu'on y met un chiffre avec pour seule raison que c'est un chiffre bien rond : vingt-cinq, tandis que ça aurait dû être douze, hein, probablement²⁹. Les fêtes 175/12, c'était un peu..., je ne sais pas... Ça aurait pu être un peu surréaliste, ça aurait été bien, mais enfin on a choisi 25. Alors je me suis dit : c'est foutu pour les historiens. 1980 comme réforme de l'État, ça ne représente pas grand-chose. Quand on voit qui est à la base, on pourrait se faire la réflexion que pour la communauté wallonne c'était bien qu'elle ait eu son fondement à ce moment-là, en 1980, et que, pour le reste, elle s'en fout hein, la Région wallonne, même de Bruxelles³⁰. Donc la première chose qui m'a surpris, c'est

²⁹ La réforme constitutionnelle de 1993, introduisant explicitement la notion d'État fédéral, avait douze ans en 2005.

³⁰ Pour comprendre la structure institutionnelle de la Belgique, on pourra consulter M. UYTENDAELE, *Précis de droit constitutionnel belge. Regards sur un système institutionnel paradoxal*, Bruxelles, Bruylant, 2001, XIII-986 p., ainsi que J. VANDE LANOTTE et G. GOEDERTIER, *Inleiding tot het publiekrecht. 2. Overzicht publiekrecht*, 5^e éd., Bruges, La Chartre, 2007, XLVII-1576 p. Plus concis :

que, pour des raisons politiques, on avait quand même l'intention d'écarter un peu la vérité historique. Je sais, je connais la relativité de cette notion de « vérité historique » et je suis moi-même partisan de ne pas oublier que la vérité historique n'existe pas (mais il ne faut pas le raconter en dehors des murs d'ici, bien sûr), mais donc d'abord il y a déjà ce scepticisme.

D'une part, du côté flamand, je peux probablement vous témoigner que « c'est la fonction qui fait l'homme ». On a vu à la tête des gouvernements flamands tout d'abord Bart Somers, puis Yves Leterme, qui étaient relativement des néophytes à ce niveau du pouvoir exécutif, et que un peu c'est l'*odium* de tous les politiciens flamands³¹ : dès qu'ils entrent au Gouvernement flamand – c'était aussi le cas au temps de Luc Vanden Branden –, ils ont apparemment l'idée qu'ils doivent faire preuve d'une certaine obstination flamande et, pour eux, ça veut dire être anti-belge d'une certaine manière ou d'être très critiques. Il est vrai que l'année passée, le chiffre 25 n'a eu aucune signification en Flandre. Je crois qu'il n'y a eu aucune manifestation qui se référait à ces vingt-cinq ans de fédéralisme.

D'autre part, le gouvernement fédéral, même s'il était l'organisateur de tout ce qui s'est passé, ne s'est pas montré tellement, sauf tout au début quand notamment le premier ministre s'est manifesté plusieurs fois. C'est surtout la famille royale et le roi qui se sont montrés très actifs dans ce contexte-là, comme si le roi était l'incarnation du pays. Nous savons bien que le roi et la monarchie ont une signification symbolique pour ce que représente la Belgique. Néanmoins ça m'a surpris que la présence du roi était d'une telle prééminence dans un tas d'événements, notamment *La Belgique danse*, mais aussi à l'ouverture d'un tas d'expositions. En contrepartie de cette constatation, je me rappelle *Het Laatste Nieuws* qui se plaignait qu'à telle manifestation le prince Philippe avait quitté si tôt. C'était vers la fin du calendrier. Apparemment, *Het Laatste Nieuws* était un peu le porte-parole de la bonne conscience flamande populaire : il y avait cette

J. VANDE LANOTTE, *La Belgique pour débutants : le labyrinthe belge. Guide pratique*, trad. du néerl., 4^e éd., Bruges, La Chartre, 2004, 310 p.

³¹ C'est bien du mot latin qu'il s'agit, ici sans doute au sens de « travers » plutôt que franchement de « conduite odieuse », « manières déplaisantes », ou « manière sujette à réprobation ».

attente que le roi et la famille royale soient présents et restent jusqu'à la fin, parmi les derniers. Peut-être que le roi fera aussi la vaisselle après, hein ? Néanmoins...

J'avais l'idée, et je crois que là Olivier [Alsteens] a raison dans sa remarque sur « Le plus grand belge / Het grootste Belg », qu'on a souvent tiré la conclusion qu'il y a vraiment une scission dans la Belgique. Il y a deux Grands Belges. Cependant, et les remarques d'Olivier le rappellent, que, tous comptes faits, les différences sont très relatives entre les deux listes, davantage quand on tient de la manière dont les listes de départ ont été composées. On a procédé totalement différemment du côté flamand et du côté francophone. Il est donc normal qu'il y ait une divergence entre les deux listes et entre les résultats. On peut en conclure que les différences ne sont pas tellement grandes. Cet événement médiatique, qui n'a pas beaucoup de signification en tant que tel, ne démontre pas, ou pas nécessairement, que l'opinion publique en Belgique est divisée entre un côté flamand et un côté francophone mais que le clivage existe surtout sur le plan institutionnel. Ce qu'on a vu est le résultat du fait que l'institution VRT et l'institution RTBF n'ont pas vu un moyen pour organiser cela ensemble. Et là aussi, je crois que c'est aussi un peu la fonction qui fait l'homme, ou la localisation qui fait l'institution. Il y a une conclusion qu'on peut en tirer, qui va de pair avec d'autres conclusions dont on a parlé ce matin : est-ce qu'on voit une influence dans les mentalités, sur ce qu'on pense sur sa propre identité en Belgique ? Je ne sais pas s'il y a eu des comparaisons. Plusieurs recherches ont tenté d'y répondre. Chantal [Kesteloot] a dit, et pour moi ce qui est important de noter c'est que beaucoup de Belges sont les deux en même temps : ils sont belges et flamands ou wallons, ils sont un peu plus flamands qu'ils sont plus wallons, mais ils le sont toujours en même temps. Donc, là aussi, je crois que c'est un phénomène institutionnel, qu'on veut obliger les Belges à choisir un camp. Ou bien ils sont Flamands (ou Wallons), ou bien ils sont Belges. Cependant, dans la réalité, dans la vie de tous les jours, on voit qu'on l'est toujours en même temps. C'est ce que j'ai appelé « l'identité de lasagne ». Voilà pour le côté politique.

A propos des historiens, ça m'a un peu surpris aussi, et déçu, que très peu d'historiens ont fait un effort pour profiter de l'occasion pour écrire quelque chose d'important l'année passée. Bien sûr, il y a eu cette *Histoire de Belgique*, mais là je crois que l'initiative n'est pas

des historiens mais de la maison d'éditions Complexe, puis soutenu, par Lannoo du côté flamand³². C'est un peu étonnant que le moment fondateur de la Belgique reçoive très peu d'attention de la part des historiens. C'est seulement cette année-ci qu'Els Witte a écrit son grand livre là-dessus, qui faisait encore partie de l'*Histoire de Belgique*³³, et dans lequel elle écrit ou elle décrit la fondation de la Belgique comme une construction. Le titre en est *La construction de la Belgique*. Je trouve que c'est bien de décrire la fondation d'un État comme une construction puisque ça fait partie d'une certaine vision de l'histoire dont on peut considérer qu'elle soit démystifiante. Je crois qu'il est important d'avoir un regard solide sur l'histoire. Constaté que les anciens mythes historiques sur les origines de la Belgique ne tiennent pas en fait partie. Ils ont tenu pendant cent ans mais plus maintenant : donc il faut écrire une autre histoire maintenant. Le fait que très peu d'historiens, et d'historiens académiques, ont écrit quelque chose sur cette année-là ou cette période-là (de la fondation de l'État belge) laisse toujours un vide où des opinions partisans peuvent s'ingérer. On en connaît la liste : Bologne en 1930 soutenait la thèse que la Révolution belge a été volée aux prolétaires par la bourgeoisie³⁴, puis il y avait le prêtre Smits qui a écrit quelques milliers de pages pour décrire comment les Français ont volé la Flandre à la *grote Dietsland* qu'il s'imaginait³⁵. Il y a eu encore un livre en 1980, c'était un livre assez bien³⁶. Et puis c'est un peu fini. Il y a un journaliste

³² M. DUMOULIN, V. DUJARDIN, E. GERARD et M. VAN DEN WIJNGAERT (sous la dir.), *Nouvelle Histoire de Belgique*, 4 vol. en 10 tomes, Bruxelles, Complexe, 2005-2007 (coll. « Questions à l'histoire »).

³³ Il s'agit du premier tome (E. WITTE, *La construction de la Belgique, 1828-1847*), regroupé avec les deuxième (E. GUBIN et J.-P. NANDRIN, *La Belgique libérale et bourgeoise, 1846-1878*) et troisième (G. DENECKERE, *Les turbulences de la Belle Époque, 1878-1905*) tomes pour former le premier volume, 1830-1905, paru en 2005.

³⁴ M. BOLOGNE, *L'insurrection prolétarienne de 1830 en Belgique*, Bruxelles, 1929.

³⁵ Il s'agit du bénédictin néerlandais dom A. SMITS, *1830, scheuring in den Nederlanden*, Bruges, 1951 ; rééd. remaniée en 1983. On lira le compte rendu paru dans *Revue historique*, 276, 1986, p. 471-474, ainsi que L. WILS, *De Belgische Revolutie en de natievorming*, dans *Wetenschappelijke Tijdingen*, 60, 2001, p. 3-18.

³⁶ Jacques LOGIE, *1830. De la régionalisation à l'indépendance*, préface de Jean STENGERS, Paris-Gembloux, Duculot, 1980 (Coll. « Document Duculot »), 248 p. Le préfacier souligne que l'auteur « grâce à un certain nombre de documents inédits »

flamand, Rolf Falter, qui a écrit un livre là-dessus ³⁷, mais pour le reste, là, c'est fini.

Pour conclure, je voudrais dire un mot des expositions, particulièrement les expositions historiques, parce qu'il me semble qu'elles disent beaucoup de choses sur la pratique historiographique en Belgique. Il y a eu d'autres expositions très intéressantes dont je ne parlerai pas, par exemple celle sur les frontières de la Belgique qui a eu lieu à Gand, celle sur le Romantisme bien sûr. Je m'arrête à quatre expositions.

La Belgique visionnaire n'était pas vraiment une exposition historique. Elle traitait surtout de l'art, mais comme c'était la première grande exposition, qui a été ouverte par le roi et le Premier ministre, c'était un peu le symbole de cette commémoration. On voit que ce n'est pas de la vérité historique dont elle traitait mais la vérité historique comme elle était imaginée ou rêvée par des artistes. Donc, on a eu une vision de second degré dans cette exposition ; on ne parlait pas de l'histoire en tant que telle. Je trouvais que c'était une exposition fabuleuse. Elle n'a duré que très peu de temps, puisqu'elle était déjà finie en mai [2005]. Ce n'est que le dernier jour que j'ai pu y aller et c'était dommage parce que j'aurais voulu y revenir.

Puis il y a eu *Made in Belgium*. On en a déjà parlé beaucoup. Une exposition ? Je suis content que le représentant de cette exposition ne soit pas là, parce que je trouvais que c'était une exposition enfantine, insultante pour les historiens. Je me sentais aussi traité comme quelqu'un de dix ans : j'avais l'impression qu'on me tendait un bonbon dont je serais content. Là de nouveau, on ne voit pas un effort de reconstruction historique qui vise à une certaine authenticité ou à un message, mais seulement un but, *plaire aux préjugés* de ses visiteurs.

Il y avait aussi *La Belgique mise en scène*, la « petite » exposition aux AGR, dont Monsieur Dubois était commissaire ; y a collaboré aussi Monsieur Janssens dont nous avons entendu le texte ce matin. Je trouvais que c'était une exposition excellente, très critique aussi, dé-

dits, et en procédant avec critique, apporte sa pierre, qui est de réelle valeur, à l'édifice » (p. 8).

³⁷ R. FALTER, *1830. De scheiding van België, Nederland en Luxemburg*, Tielt, 2005. Cet auteur, journaliste professionnel, est historien de formation.

mystifiante mais d'une manière constructive. Je crois que là j'ai vu un tas de choses. Là, je suis revenu, il y avait beaucoup à voir. Naturellement, il faut l'avouer, les Archives générales sont une institution pas très voyante pour le grand public. Je ne connais pas les chiffres de visiteurs, mais ils seront probablement un peu plus modestes que ceux d'une autre exposition dont je voudrais parler et avec laquelle je veux finir : c'est l'exposition au musée de Tervuren : *La mémoire du Congo*.

La mémoire du Congo était aussi construite comme une exposition innovatrice. Je ne vais pas dire critique, mais innovatrice parce qu'elle traitait d'un tas de sujets dont on ne parlait que très peu. Je dois dire que j'ai été assez déçu par cette exposition puisqu'un tas de sujets..., d'abord parce qu'elle se référait à une discussion belgo-belge qui continuait toujours. Les Congolais étaient là un peu les figurants de leur propre histoire : ils ne jouaient pas vraiment un rôle dans l'exposition. De plus, il y a eu cette polémique qui s'est déclenchée, qui s'était annoncée, sur le début de la colonisation et le rôle de Léopold II. Je dois dire que l'organisateur de cette exposition, le professeur Vellut, s'est permis de dire et d'écrire des choses là-dessus, dans l'exposition mais aussi à la conférence de presse avec laquelle l'exposition s'est ouverte, que je trouvais assez discutables. Autant que je sache, aucun historien n'a répliqué. La seule discussion, la seule polémique, a été dans *The New York Review of Books*, entre Monsieur Vellut et Monsieur Hochschild quelques mois plus tard³⁸. Au journal *De Standaard*, nous avons tenté d'organiser quelque chose. On a eu des textes écrits par les *usual suspects*, ce sont toujours les mêmes : Jan Blommaert³⁹ qui a écrit quelque chose, Ludo De Witte – c'est l'homme qui a écrit le livre sur Lumumba⁴⁰ –, et un journaliste de la

³⁸ A. HOCHSCHILD, *In the Heart of Darkness*, dans *The New York Review of Books*, vol. 52, n° 15 (October 6, 2005), et J.-L. VELLUT, *Letter to the Editors*, dans *The New York Review of Books*, vol. 53, n° 1 (January 12, 2006) et la réponse d'Hochschild.

³⁹ Jan Blommaert, docteur en histoire et en philologie africaine de l'université de Gand (1989), auteur de *Discourse : A Critical Introduction*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

⁴⁰ Ludo DE WITTE, *L'assassinat de Lumumba*, Paris, Karthala, 2000. Travail d'un sociologue néerlandophone (°1956), d'abord publié en néerlandais (*De moord op Lumumba*, Kessel-Lo, Van Halewyck, 1999), il secoua la communauté politique belge qui, par le biais d'une commission parlementaire, se pencha sur les respon-

VRT, Peter Verlinden ⁴¹, qui a dit que ce n'était pas tellement grave, comme on disait toujours. Monsieur Vellut n'a pas voulu participer à cette polémique ou à cet échange d'idées. Pour moi, et j'en finis, c'est une illustration d'une maladie qui règne toujours dans la corporation historique : c'est le manque d'ouverture à la discussion ouverte et à la polémique qui peut éclairer les choses.

*
* *

DISCUSSION GÉNÉRALE

Philippe Raxhon : Pour dédramatiser par rapport aux activités des historiens qui auraient été un peu passifs ou hués, il me semble presque heureux que le monde des chercheurs en histoire ne se calque pas complètement sur les commémorations et continue par ailleurs des investigations et à produire d'autres travaux.

Qu'il n'y ait pas une explosion bibliographique sur le terrain historiographique à l'occasion de la commémoration, ce n'est pas nécessairement une source d'inquiétude. *Contrario*, on voit bien que ce phénomène qui existe très fortement en France peut affaiblir à un moment donné ou offrir un sentiment de facilité qui ne correspond pas aux véritables spécificités des uns et des autres dans leur travail. Je crois que les historiens ne sont pas nécessairement interchangeables et que s'il y a une commémoration à un moment

sabilités de la Belgique dans cette affaire. Pour le débat autour de ce livre, on lira G. DE VILLERS et J. OMASOMBO, *Autour d'un livre*, dans *Politique africaine*, n° 8, décembre 2000, p. 183-187, et la réponse de l'auteur.

⁴¹ Peter Verlinden (°1957) est licencié en science politique et en communication et diplômé du master en anthropologie culturelle et sociale de la KULeuven. Journaliste à la VRT, il dirige le service international de la télévision VRT. La série *Het verloren paradijs* et les conférences *Weg uit Congo. Het drama van de koloniale* lui confèrent une place dans le débat sur la mémoire coloniale en Belgique.

donné, on ne doit pas s'attendre à une ruade éditoriale nécessairement. Le marché belge est ce qu'il est : des *Histoire de Belgique*, il n'y en a pas énormément. Une vient de sortir, imposante, quoiqu'on en dise, alors qu'on trouve déjà sur le marché Els Witte et Jan Craeybeckx, histoire politique belge, et Xavier Mabille, aussi histoire politique belge; donc, cela existe.

Par ailleurs, il existe souvent un décalage entre les travaux des historiens dans un contexte commémoratif, et leurs publications. Je citerais l'exemple de « Liège en 1830 », colloque organisé par Sébastien Dubois. Une série de contributions paraîtront sous la forme d'un ouvrage. Forcément, compte tenu des délais éditoriaux dans ce secteur d'édition, c'est *a posteriori*. Outre ces actes de colloque, outre des ouvrages dans un créneau éditorial quand même limité, il y a aussi tout le travail en revue qui existe et qu'il faudrait examiner mais un peu après coup, dans cinq ans, pour voir s'il y a une passivité des historiens ou pas. De même, il faudrait se pencher sur les séminaires organisés dans les universités. Il me semble difficile de tirer un bilan maintenant sur l'activité académique proprement dite sur la matière ou dans le contexte du 175^e anniversaire. Les catalogues d'exposition sont des supports pour les historiens et celui de l'exposition des AGR sur les symboles de la Belgique est un catalogue qui est très bien fait, par exemple, et qui est une belle plateforme d'expression pour des historiens. J'aurais un bilan un peu moins tragi-que à présenter sur le travail des historiens à cette occasion.

On a parlé de l'exposition sur la mémoire sur le Congo. C'est typique en Belgique d'avoir des abcès de fixation par rapport à certaines questions, et sans doute que les commémorations sont l'occasion de mettre sur la table ces abcès de fixation et d'organiser des débats. En ce qui concerne en tout cas la problématique du Congo et du rôle de Léopold II, c'est vraiment le débat qui est plombé pour le moment. Ce serait intéressant, à l'occasion d'échanges, de déplomber ce débat-là parce qu'il y a une énorme pesanteur. En fait, il y a deux visions qui sont en présence et qui témoignent sans doute d'un malentendu. Il y a, perçue comme telle, une lecture flamande de la colonisation qui renvoie à un Léopold II esclavagiste et qui est un peu un écho de cette production anglo-saxonne de la fin du XIX^e siècle et du XX^e siècle, qui stigmatisait et caricaturait la colonisation organisée par Léopold II. Par contre, on accusera de passivité les historiens francophones qui restaient tétanisés par rapport à cette question-là. Le débat a ressurgi à l'occasion de la diffusion, justement, d'un documentaire historique réalisé par deux réalisateurs de la BBC, si je ne m'abuse, et qui avait été diffusé sur les antennes de la RTB, un débat avait suivi : donc il se passe des choses et ça a donné lieu à une publication de Michel Dumoulin sur cette question, de ce film, de ce documentaire et

de cette polémique ⁴². Des choses se passent mais c'est très précisément à mon avis le type de sujet plombé qu'il faudrait aborder en essayant de dissiper un certain nombre de malentendus à la base. Cela pourrait faire peut-être l'objet de réflexions historiennes.

La nostalgie, malheureusement, quand elle nous tient, ai-je envie dire, parce que quand on y réfléchit il n'y a pas de contradiction à évoquer le 175^e et le 25^e, même au-delà de la problématique des dates rondes, parce qu'on ne peut pas comprendre la Belgique d'aujourd'hui sans ce passage de l'unitarisme au fédéralisme. C'était peut-être l'occasion de le faire, mais ça n'a manifestement pas été suffisamment fait et j'ai une attente qui n'a pas été rencontrée, c'est que les pionniers du fédéralisme, les pionniers du mouvement flamand ou les pionniers du mouvement wallon, conçoivent cette modification du statut unitaire de la Belgique comme un moyen de sauver la Belgique. Si l'on relit le manifeste d'Henri Conscience (1847), il est question de « nos amis wallons », ils se présentent comme des patriotes belges, et donc des défenseurs de la Belgique. Si l'on relit les textes du mouvement wallon et si on prend un autre texte emblématique comme la *Lettre* de Jules Destrée, long texte dont on ne cite que des extraits, là aussi le fédéralisme (on lui donnait d'autres noms auparavant, la modification du statut unitaire de la Belgique), est une réponse de survie de la Belgique. Voilà un message qui, au niveau fédéral par exemple, aurait pu être rappelé. Au-delà effectivement, de sentir à un moment donné que les Flamands et les Wallons ont quelque chose qui s'oppose, une commémoration belge peut rappeler que leurs différences les unissent. Est-ce que, au niveau fédéral, il n'y avait pas là une occasion pour amener le débat sur cette question-là ? Cela impliquait effectivement de revisiter le passé et de l'amener au citoyen belge d'une certaine manière.

Je souhaite demander à Monsieur Alsteens : vous avez été un observateur privilégié, vous avez eu de nombreux contacts au niveau communautaire, régional, fédéral. Est-ce que dans toutes vos rencontres de préparation et d'organisation de cette commémoration, il y a eu une réflexion sur « l'après », en se disant : nous faisons une grosse manifestation, est-ce que on va inscrire quelque chose dans la durée ? Est-ce qu'il y a eu des réflexions sur « ne doit-on pas ou devrait-on pas songer à réintroduire l'histoire de Belgique dans l'enseignement secondaire ? » (qui a complètement disparu, sinon sous la forme de, ou insérée dans, des thématiques) ?

⁴² M. DUMOULIN, *Léopold II un roi génocidaire ?*, Bruxelles, 2005 (Académie royale de Belgique. Mémoire de la Classe des Lettres, Collection in-8°, 3^e série, tome XXXVII). Impression décidée le 2 mai 2005. Le documentaire dont il est question est celui de Peter Bate.

Réponse d'Olivier Alsteens : D'abord pour répondre à votre première question sur les pionniers du fédéralisme, que ce soit Monsieur Conscience au XIX^e siècle ou Monsieur Destrée au XX^e, non, il n'y a pas eu cette réflexion, en tout cas à notre niveau, pour voir les points communs dans le discours. Ce sont des choses que j'avais déjà lues, ce sont des choses que je savais, mais ça n'a pas été intégré. C'est clair, c'est net : la réponse est non. Mais c'est une bonne piste pour le bicentenaire, dans vingt-trois ans et demi maintenant, donc on y approche quand même.

Quant aux réflexions sur « l'après », oui, clairement oui : dans une série d'activités, il y a eu la réflexion sur l'après. Il y a eu des activités où, dans l'enthousiasme du moment, certains ministres ont dit : l'année prochaine, on le refait. Par exemple le programme avec les sports J où les 175 classes du nord, du sud, de la Communauté germanophone et de Bruxelles se rencontraient. Ce jour-là, les ministres de l'Enseignement m'ont dit, que ce soit Monsieur Vanden Broeke, que ce soit Madame Arena, que c'était génial, qu'il fallait le refaire l'année prochaine. La seule chose, je crois, qu'il leur a manqué, c'est le moteur pour le refaire l'année suivante. Je dépends du fédéral, je n'ai donc aucune compétence en matière d'enseignement et je dirais que là il a manqué sans doute un moteur pour amener le suivi à ce niveau-là. C'est une première chose. D'autres activités que nous avons organisées, telles que *La Belgique danse...* ; au lendemain de *La Belgique danse*, tout le monde disait : il faut faire cela plus souvent, il faut le refaire l'année prochaine. Nous avons reçu entre le premier septembre et le 15 février les candidatures de quatorze villes différentes pour pouvoir participer à « *La Belgique danse – opération 2* » mais, dans le même temps j'ai eu un mandat très clair de m'abstenir de toute initiative en la matière et donc j'ai respecté le mandat que l'on m'a donné.

Marc Reynebeau, s'adressant à Philippe Raxhon : Vous avez posé plusieurs questions ou fait plusieurs remarques. D'abord, oui, je crois puisque l'éducation dépend de la compétence des Communautés, ce n'est pas le gouvernement fédéral qui peut... mais je crois que ce ne serait pas accepté non plus. J'ai fait une petite étude sur ce que le Premier ministre et d'autres ministres fédéraux ont dit sur, même des cours d'histoire en général, l'enseignement de l'histoire, et ça a déjà mené à des remarques un peu acides des ministres qui sont compétents dans l'Enseignement. Je crois que ça, c'est sûr, c'est de nouveau l'institutionnel qui joue là-dedans.

Vous n'êtes pas inquiet qu'il n'y ait pas tellement de publications ou d'activité historiographique visible, qu'il faut avoir un peu de patience. Je crois que là il y a eu un malentendu ou une différence entre nous. Je travaille

dans les grands médias, dans un quotidien, pour le grand public. Je me promène dans le monde. Ce que j'entends là, c'est que l'historiographie scientifique, académique, en fait est totalement inconnue.

Je crois que ce n'est pas anormal : l'activité universitaire n'est pas connue dans la rue. Il faut donc des médiateurs ou, disons, une connaissance médiatisée, et je crois qu'un des moyens, c'est ce que Bernard [Balteau] a bien démontré ici.

En général, comme sujet, l'année 1830 n'est pas populaire parmi les historiens – jamais, et pas plus au temps des commémorations. Je ne sais pas pourquoi, mais il doit y avoir une raison : il y a un tas de choses que nous ne savons pas encore exactement sur ce qui est quand même quelque chose de très important dans l'histoire de la Belgique. Quand on en parle, à l'occasion des commémorations, à l'occasion des colloques qui sont organisés parce qu'il y a une commémoration, je crois que les historiens arrivent trop tard. Il faut savoir que le grand public a souvent une curiosité pour des faits historiques quand il y a une raison pour cela. Par exemple parce qu'il y a une commémoration. C'est perceptible par exemple aux États-Unis quand il y a quelque chose : les éditeurs sont prêts pour publier des livres dès que cette commémoration commence parce qu'ils veulent seulement profiter de l'intérêt, de l'ambiance qu'il y a dans les autres médias, pour promouvoir leurs livres. Mieux vaut avoir un bon livre sur le marché qu'un mauvais livre sur le marché. J'ai fait souvent la petite promenade à la FNAC ici tout près, pour voir la section historique : c'était plein de livres de Georges-Henri Dumont, donc c'était plein de nostalgie ⁴³. C'était aussi plein de nostalgie de l'ancienne Belgique francophone ; il y a un livre sur l'histoire de la Belgique, et je l'ai bien consulté, il y a une liste de grandes œuvres littéraires belges durant cette période-là : il n'y en a qu'une qui est flamande, dont le titre est *Le chagrin de*

⁴³ Georges-Henri Dumont (°Zottegem, 1920), membre de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, baron à titre personnel. Licencié en histoire, intervenant actif en matière de politique culturelle, comme chef de cabinet de plusieurs ministres et comme administrateur ou président de plusieurs institutions, il fut aussi conservateur aux musées royaux d'Art et d'Histoire (Bruxelles) et professeur d'histoire économique et sociale à l'ICHEC (Institut catholique des hautes études commerciales, Bruxelles). Auteur de nombreux ouvrages historiques ou de vulgarisation, depuis *Marie de Bourgogne*, Bruxelles, 1941, et *Louis Hennepin, explorateur du Mississipi*, Bruxelles, 1942, jusqu'à *Histoire de la Belgique des origines à 1830*, Bruxelles, 2005, *Chronologie de la Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, 2005, *Histoire de Bruxelles*, Bruxelles, 2005, *Le miracle belge de 1848*, 3^e éd., Bruxelles, 2005, ainsi que *La Belgique*, Paris, 2002 (coll. « Que sais-je ? »).

la Belgique⁴⁴. Donc, on voit qu'il y a là une chance que les historiens ont manqué. Je parle non pas de la perspective de la science, de l'activité académique, mais de la présence et de la fonction sociale de l'historien. C'est de parler à un public aussi large que possible.

Je suis un peu étonné de ce que vous avez dit sur le Congo. Je suis surtout étonné quand vous dites : le débat est plombé. Je me demande : et alors ? C'est une bonne raison pour continuer le débat, mais je suis surtout étonné quand vous dites qu'il y a une vision flamande là-dessus, une vision des historiens flamands, qui serait une copie ou un écho de la vision anglophone.

Précision de Ph. Raxhon : Ce que j'ai dit, c'est qu'il y a une perception francophone d'une unanimité flamande contre Léopold II et contre la monarchie. Et inversement. C'est une question qui peut évoluer à la faveur d'une commémoration.

Marc Reynebeau, poursuivant la discussion : Je crois qu'il est toujours important de saisir le moment parce que Léopold II au Congo n'est pas une question mineure, je crois, si on se limite seulement aux chiffres. Il s'agit, je crois de quelque deux millions de morts. Ce n'est pas un « détail de l'histoire », je trouve. Il s'agit quand même d'une catastrophe humaine qui s'est passée là-bas : je ne suis pas spécialiste mais j'ai lu un tas de bouquins là-dessus. Et puis, on voit déjà la réticence – je l'entends monter ici au moment même (*au fond, bruit de voix inintelligible*) – à aborder le sujet. Alors je dis : que les spécialistes parlent. Cela prouve finalement que ce n'est pas quelque chose de flamand. J'ai participé à la fameuse émission de Peter Bate qui a fait tant de bruit. Dans la presse francophone, on m'a aussi accusé d'être partie prenante de cette conspiration d'Anglais, qui étaient toujours envieux d'avoir manqué le Congo il y a cent ans, et de ces Flamands, de ces jeunes Flamands, qui voulaient attaquer Léopold II et donc la monarchie, et donc la Belgique parce qu'ils sont séparatistes, tandis que – si cela vous intéresse – en Flandre je suis connu comme un « Belgiciste » nostalgique. Les éléments essentiels pour ce débat-là, et notamment pour le nombre de victimes qu'il y a eu, ont été fournis par le professeur Vellut qui a fait les premières grandes études là-dessus. Maintenant il est apparemment dans cette discussion passé de l'autre côté, à la suite de la dynamique de cette discussion. Je ne veux pas ouvrir cette discussion à fond ici, parce que je ne suis pas compétent. Peu de gens ici le sont probablement, mais ce que j'ai remarqué c'est que ce point sensi-

⁴⁴ Traduction littérale de *Het verdriet van België*, roman d'Hugo Claus traduit en français sous le titre *Le chagrin des Belges*.

ble – il y en a d'autres dans l'histoire du Congo – a été traité d'une manière exceptionnelle dans l'exposition à Tervuren. C'est le seul sujet où il y a des pancartes avec des explications supplémentaires. Le débat n'a pas été mené. J'ai retrouvé une seule publication mais totalement académique qui traite de cela, qui est parue il y a quelques mois, qui est publiée par l'université de Pise : une histoire comparative qui le traite et qui l'annonce aussi, parce que, là, il y a un problème que les historiens doivent encore traiter⁴⁵. Pour conclure, je voulais seulement dire qu'il est dommage que le sujet ait été abordé et laissé au *New York Review of Books*.

Jean-Pierre Nandrin, *s'adressant à Marc Reynebeau* : Je ne vous rejoins quand même pas lorsque vous dites qu'il n'y a rien d'important qui a été publié du point de vue historique lors des 175 ans. Parce que d'abord il y a votre livre⁴⁶, et ensuite la *Nouvelle Histoire de Belgique* déjà mentionnée.

Sur l'exposition du Congo, je continue à dire que c'est une des plus belles expositions qu'on a connue. D'abord, il fallait pour la première fois la faire, ce qui n'était pas évident. Il a fallu passer, je crois... Depuis 1960, il a fallu passer trente ans, où l'on a plombé l'histoire du Congo à partir d'une seule vision qui était très unilatérale. Il a fallu sortir un moment donné de ce que j'appelle le carcan de la vision très marxiste du colonialisme pour pouvoir enfin essayer d'avoir un discours un peu plus scientifique sur le colonialisme. Quand vous dites qu'il est plombé, je suis tout à fait d'accord avec vous, mais il est plombé parce qu'on est dans ce domaine-là, comme dans celui de l'esclavage – et là j'ai été dans plusieurs débats assez durs, notamment où je participais avec un brillant historien qui a été traîné en justice, Olivier Pétré-Grenouilleau⁴⁷ – il est plombé parce qu'aujourd'hui il y a un mélange continu entre de l'idéologie et de l'histoire scientifique. Il est très difficile dans le débat de faire vraiment la part des choses. En ce sens, il est plombé. Et je trouve au contraire que l'exposition « déplombe » en quelque sorte. On peut émettre des critiques sur le contenu, ça je suis entièrement d'accord – mais il

⁴⁵ G. CASTRYCK, *Whose history is history? Singularities and dualities of the public debate on Belgian colonialism*, dans Csaba LEVAI (éd.), *Europe and the World in European Historiography*, Pise, Edizione Plus/Pisa University Press, 2006, p. 71-88 ; G. VANTHEMSCHE, *The Historiography of Belgian Colonialism in the Congo*, *loc. cit.*, p. 89-119.

⁴⁶ Voir *supra*, n. 4.

⁴⁷ Olivier Pétré-Grenouilleau (°1962) est historien, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Parmi ses ouvrages, notons *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, 2004 (« Bibliothèque des Histoires ») qui provoque une vive polémique au cours de l'année 2006.

fallait oser le faire. Il fallait oser le faire et je trouve que c'est une belle réalisation parce qu'elle ouvre effectivement à débat, aussi, et donc rien que par sa vertu pédagogique c'est une exposition qui doit être louée et, que je sache, il y a encore toujours des négociations pour qu'elle puisse être présentée, presque telle quelle, à Kinshasa. Les historiens congolais étaient vraiment très heureux de cette exposition coloniale aussi en disant : « Mais écoutez, retravaillons ensemble une mémoire commune ». Parce que c'est une mémoire commune : une bonne partie de leur histoire c'est notre histoire aussi, et travaillons ensemble et cela se fait. Alors pour bien montrer le côté plombé de la question, il y a un bref échange de correspondance très dure dans la revue *L'histoire*, notamment sur les « mains coupées », où Jean-Luc Vellut a contesté une photo et l'identification d'une photo ; la réponse est venue d'un historien très idéologue, qui était Elikia M'Bokolo, de l'EHESS à Paris ⁴⁸. On s'est rendu compte... – d'ailleurs, Jean-Luc Vellut n'a pas voulu répondre, parce qu'on n'était plus du tout sur le terrain scientifique, on était sur le terrain de l'émotif, de la commémoration et de l'idéologie. Ce sont quand même deux choses différentes. Nous avons eu un débat au moment de la publication de notre manifeste sur la mémoire et l'histoire ⁴⁹. En effet, il ne faut pas imposer la mémoire à l'histoire, mais seulement le moment commémoratif et le moment historique ce sont des moments différents, avec des approches différentes quand bien même, entre les deux, il y a des relations très étroites. Il n'y a pas d'histoire sans mémoire, évidemment, ça c'est clair, mais le traitement n'est pas nécessairement le même. Aujourd'hui, nous sommes phagocytés par ce que j'appelle l'explosion mémorielle qui empêche, à mon sens, de faire passer dans le public des vérités que les gens n'aiment plus entendre parce qu'ils sont phagocytés par ces lois mémorielles

⁴⁸ *L'histoire*, n° 302 (octobre 2005), entretien avec Elikia M'Bokolo, « Le travail forcé, c'est de l'esclavage », p. 66-71, et *L'histoire*, n° 305 (janvier 2006), lettre de Jean-Luc Vellut et réponse d'Elikia M'Bokolo, p. 4.

⁴⁹ Cf. *Pléthore de mémoire: quand l'État se mêle d'histoire...*, dans *Le Soir*, mercredi 25 janvier 2006, et dans *La Libre Belgique* du même jour. Ce « manifeste des historiens » (signé par une centaine de professionnels dont notamment Marnix Beyen, Chantal Kesteloot et Jean-Pierre Nandrin, ainsi que les deux éditeurs du présent débat) a suscité la réaction de Ph. RAXHON, *Décryptage d'un manifeste d'historiens*, dans *La Libre Belgique*, vendredi 27 janvier 2006, p. 30, et la réponse de J. GOTOVITCH, *Quatre questions sur un « décryptage »*, dans *La Libre Belgique*, mercredi 1^{er} février 2006, p. 41. Cette polémique a motivé le numéro thématique de *Politique. Revue de débats*, n° 47, décembre 2006, p. 5 et 8-35 (« L'injonction faite à l'histoire. La loi doit-elle sanctionner les vérités historiques? », avec des contributions notamment de J. GOTOVITCH, P. LAGROU et J.-P. NANDRIN).

qui évidemment sont des pratiques très identitaires. Dès le moment où vous êtes dans des pratiques identitaires, l'historien a beaucoup de difficultés à affronter ce genre de positionnements identitaires. C'est effectivement très difficile mais il faut le faire. Je vous rejoins sur une chose : on a beaucoup écrit sur le Congo mais dans des cercles très, très fermés. Quand on voit tout ce qui a été produit à l'ARSOM⁵⁰ : énormément, énormément, mais quel est le grand public qui a lu des textes de Stengers sur le Congo ? Très peu. Sauf quand il a réuni ses textes en un volume et là, alors, c'est un livre qui a eu un certain succès tout de même, bon⁵¹. Alors je suis d'accord avec vous, il faut que les historiens quittent leur cercle, et on le fait d'ailleurs : je crois qu'il y a de plus en plus d'historiens qui écrivent dans la presse, participent à des émissions de télévision et je leur dis qu'il faut le faire ; c'est une obligation je dirais presque civique de traduire des recherches. C'est un effort à faire mais tout en restant toujours dans une ligne qui est quand même celle d'une histoire scientifique ; c'est quand même toujours la recherche de faits, quand bien même un fait est construit. Il faut montrer la construction de ce fait. Aujourd'hui, c'est très difficile à faire passer, très difficile. Le danger de cette explosion mémorielle mène les historiens à ne plus envisager des phénomènes dans leur globalité mais à tout centrer sur des aspects très parcellaires de l'histoire. On en arrive à une sorte, comme a dit un historiographe, à une « histoire en miettes⁵² » qui est extrêmement éparpillée, qui ne donne plus un sens assez général.

Sur la fin de l'enseignement de l'histoire de Belgique, je trouve que c'est quand même très révélateur. Je crois que nous sommes encore un des seuls pays en Europe où il n'y plus d'enseignement de l'histoire nationale dans le secondaire. Qu'est-ce que ça signifie ? Il y a quand même une signification, lorsqu'on entend M. Alsteens dire — bien qu'il ne le dise pas — qu'on ne pouvait pas aborder le problème de l'enseignement parce qu'il n'est pas fédéral. Oui, vous l'avez fait...?

⁵⁰ L'Académie royale des sciences d'outre-mer (ARSOM) fondée en 1928 est ainsi dénommée depuis 1959. Participant à une meilleure connaissance des pays d'outre-mer, elle est un lieu d'échanges et de rencontres, réputé pour ses publications. Les *Mémoires de la Classe des Sciences morales et politiques*, la *Biographie belge d'outre-mer* et la publication des différents colloques organisés par cette institution font autorité. Voir son site : <http://kaowarsom.be>.

⁵¹ J. STENGERS, *Congo : mythes et réalités : 100 ans d'histoire*, Gembloux, Duculot, 1989.

⁵² Allusion à F. DOSSE, *L'histoire en miettes. Des Annales à la Nouvelle Histoire*, Paris, La Découverte, 1987.

Précision d'Olivier Alsteens : Dans le programme des jeunes, toutes les écoles ont eu un cours d'histoire de la Belgique, qu'ils devaient étudier avant de venir...

Jean-Pierre Nandrin, *poursuivant la discussion* : Il y avait une proposition, d'accord. Mais seulement, ce qu'on a entendu, c'est que les ministres de la Communauté française n'en veulent pas. C'est vrai que c'est un problème, mais ça pose..., ça pose vraiment un problème. Quand on arrive à une étape de l'histoire de Belgique où on dit : il ne faut plus faire d'histoire de Belgique, qu'est-ce que ça signifie ? Ça a quand même une signification...

Bernard Balteau : Je signale seulement qu'à la demande de la Communauté française, la série *Moi Belgique* sera distribuée dans les réseaux d'enseignement secondaire. Encore une fois, c'est une amorce : c'est peut-être redonner aux jeunes, à travers l'image, le goût de l'histoire. Je pense que c'est important de le signaler.

A propos du débat plombé, je dirais juste un petit mot, parce ce n'est pas l'objet de la journée. Cependant, comme j'ai été un peu mêlé à la diffusion du film de Peter Bate sur nos antennes, il était très intéressant d'observer l'explosion incroyable de réactions en tout genre dans le public, et très contrastées d'ailleurs qu'elle a suscité. Ce que je voudrais dire, c'est qu'on a là un bel exemple pour étudier les effets secondaires ou pervers du téléscopage entre une approche « docu-fiction » et le rôle de l'historien. Je pense – on parlait des postures de l'historien tout à l'heure – que la posture que M'Bokolo, malgré tout le respect que je lui porte en tant qu'historien, la posture qu'il prend dans ses écrits n'est pas du tout la même que celle qu'il a prise dans le film de Peter Bate. Il a abondé. Le film de Peter Bate est un film d'auteur, c'est un pamphlet. C'est ainsi d'ailleurs que j'ai réclamé, puisque j'étais chargé de le présenter à la RTBF, qu'il soit présenté : comme un film d'auteur. On m'a même suggéré d'enlever quelques outrances ou quelques mots qui pouvaient susciter..., quand on compare Léopold II, quand on le proclame précurseur d'Hitler. Enfin ! on connaît les textes d'Hannah Arendt. Quand on parle de génocide, nulle part dans ses écrits M'Bokolo n'évoque ce terme. Effectivement, il y a eu des atrocités. Je pense que Stengers en avait déjà parlé, il a sans doute été l'un des premiers. Il y a eu du travail forcé, etc. J'ai demandé que ces outrances soient maintenues. On n'allait quand même pas rendre ce film « historiquement correct » sous prétexte de le passer à des oreilles sensibles en Belgique, ou à des yeux sensibles, et donc ça a été présenté comme un film d'auteur. Ce film a fait apparaître le désert historiographique qui prévaut en Belgique sur la colonisation et la décolonisation. Il y a eu cette commission Lumumba, bravo, mais je pense qu'il est très important

de déplomber le débat et de le mettre sur la table, parce que je pense qu'il a un intérêt très important d'élucidation.

Chantal Kesteloot : Je voulais intervenir sur un certain nombre de petites choses à la fois. D'abord sur 1830. Je crois qu'il y a aussi l'idée que, malgré tout, l'historien travaille quand même en interpellation par rapport à une demande sociale et que peut-être par rapport à 1830 cette demande sociale était devenue tout simplement inexistante. Quand on regarde les publications à l'occasion de la commémoration du centième anniversaire de la Belgique en 1930, période de pleine contestation du côté flamand, de pleine exaltation patriotique du côté wallon. Que trouve-t-on ? Toute une série de travaux : *Les Liégeois dans la Révolution de 1830*, les Namurois..., enfin bref toute une série d'histoires régionales. On voit effectivement encore en 1980 l'ouvrage de Jacques Logie que vous avez signalé⁵³. Et puis, plus rien. Au contraire, en 2005, j'ai trouvé, bien que je ne sois pas du tout dix-neuviémiste, qu'il y a eu une série d'initiatives qui ont revisité. Je pense notamment à ce qui s'est fait : *Broedertwist* à l'initiative de Tom Verschaffel⁵⁴, le bouquin *Erfenis van 1830* qui vient de paraître chez Acco⁵⁵. Effectivement encore une fois en décalage parce que le colloque a eu lieu mais le temps que les actes paraissent... Donc il y a eu une série d'historiens qui ont peut-être pour la première fois ré-examiné cette question de 1830 qui ne faisait plus débat.

J'établis un parallèle : au fond, j'ai l'impression, par exemple quand je repense aux commémorations de la seconde guerre mondiale en 1995, il y avait une énorme demande sociale, il y a eu un nombre incroyable de livres qui sont parus sur la seconde guerre mondiale. C'était vraiment un pic en matière de publications. En 2005, cette demande sociale n'est déjà plus la même et elle est retombée. Donc il y a là une interaction qui fonctionne. Cela me permet de faire le lien avec l'approche « histoire traumatique ». Au fond, j'ai l'impression qu'il y a des parallèles qu'on peut faire entre la manière dont l'histoire de la seconde guerre mondiale, que ce soit dans la société belge, française, néerlandaise, a été vécue à un moment donné comme une histoire traumatique, avec des sujets tabous, avec là aussi parfois des étrangers qui ont joué le rôle de catalyseur, d'historiens qui ont ouvert des brèches. Je pense à ces historiens américains qui ont joué un rôle actif sur Vichy. Donc,

⁵³ Cf. *supra*, n. 36.

⁵⁴ P. RIETBERGEN et T. VERSCHAFFEL, *Broedertwist. België en Nederland en de erfenis van 1830*, catal. expo., Zwolle, Waanders, 2005.

⁵⁵ P. RIETBERGEN et T. VERSCHAFFEL (éd.), *De erfenis van 1830*, Louvain, Acco, 2006.

il y a eu sans doute, aussi, pendant longtemps une série de sujets qui n'ont pas été abordés et puis il y a eu une déferlante. J'ai l'impression qu'on est dans cette phase-là s'agissant de l'histoire coloniale et qu'effectivement à l'approche de 2008 je dirais qu'il y a une série d'initiatives qui sont en préparation. Si parfois les historiens manquent les rendez-vous – et peut-être qu'on a raté 2005 parce que, au fond, on n'estimait plus que 1830 était un enjeu –, je crois que 2008, là, clairement il va y avoir une série de choses. Non seulement 2008 mais 2010 qui sera le cinquantième anniversaire de l'indépendance du Congo. Une dernière chose : il n'y a plus d'histoire de Belgique en humanités, mais il n'y a plus d'histoire de Belgique dans les universités du côté flamand depuis longtemps. On fait de l'histoire des Pays-Bas..., enfin, on fait une histoire beaucoup plus générale. L'histoire de Belgique se fait encore dans les universités francophones.

Marc Reynebeau, *s'adressant à Chantal Kesteloot* : Sur le dernier point, moi aussi j'ai eu *Geschiedenis van de Nederlanden*. Cela n'a pas une justification idéologique, ce n'est pas le grand-néerlandisme qui a joué un rôle. C'est le fait que d'abord, ce qui était contemporain, on le considérait assez souvent comme du journalisme, donc comme pas très sérieux. Donc qu'est-ce qu'il y avait auparavant ? C'étaient les Dix-Sept Provinces, etc., donc le territoire qui unissait le nord et le sud. Ça, c'est une raison principale pourquoi cette histoire (enfin : *Geschiedenis*) *van de Nederlanden* était très importante. J'observe maintenant qu'à l'université de Gand, les professeurs, les historiens Bruno De Wever et Gita Deneekere, vont prêter assistance aux sciences politiques avec un cours d'histoire politique et c'est un cours d'histoire politique de la Belgique. Donc, dans ce cas, la Belgique revient en quelque sorte, mais probablement que ce cours ne commencera qu'avec l'indépendance belge.

Enfin, il y a une demande sociale ou pas pour certains sujets : la seule chose que j'ai voulu dire avec ma première remarque à ce propos, c'est qu'il y avait un manque au début de l'année passée et puis il y a eu ce remarquable livre, *Broedertwist*, que j'ai beaucoup aimé et aussi celui du journaliste Falter⁵⁶. Tous deux sont très déconstructivistes aussi : on montre comment les mythes ont été organisés. Falter décrit comment un général belge s'est fait corrompre par les Hollandais, s'est fait payer de l'argent : ce n'est plus un héros d'une Révolution semblable à ce qu'on aurait trouvé il y a cinquante ans par exemple. L'historien peut aussi gérer cette demande sociale, puisqu'il n'y avait rien sur le plan académique sur l'Indépendance belge. A titre

⁵⁶ Cf. *supra*, n. 54 et n. 37.

d'exemple, comment cette Constitution belge a-t-elle été écrite ? Je souhaiterais connaître à fond certains de ces aspects. On connaît naturellement les discussions qui ont été publiées mais..., néanmoins ! Un historien doit aussi un peu gérer cette demande sociale et diriger la demande qu'on pourrait avoir, en montrant qu'un sujet n'est pas « sexy » dans le marché mais peut être intéressant quand même.

Christian Laporte : J'avais une remarque par rapport au *Plus grand Belge / Het grootste Belg*, sur le fait qu'on n'avait pas pu le faire ensemble. En fait, il y a une émission qui concerne un fait belge, qui est encore fait par deux télévisions belges en même temps, c'est Miss Belgique. C'est assez symptomatique que ce soit RTL-TVi et VTM, deux chaînes privées, qui parviennent ce soir-là, dans une espèce de communion, à faire quelque chose ensemble.